

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2009

Table des matières

Page

Introduction au budget supplémentaire des dépenses	7
<i>Tableaux sommaires</i>	
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	32
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009	34
Annexes proposées au projet de loi de crédits	36
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses	54
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés	55
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense	58
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor	64
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	66
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	71
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	77
<i>Ministères et organismes</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	86
Agence canadienne de développement international	88
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	93
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	97
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	99
AGENCE DU REVENU DU CANADA	101
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	104
Agence canadienne d'inspection des aliments	105
Commission canadienne des grains	105
ANCIENS COMBATTANTS	107
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	109
CONSEIL DU TRÉSOR	
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	112
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	115
Directeur général des élections	115
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	118
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	119
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	121
ENVIRONNEMENT	
Ministère	124
FINANCES	
Ministère	127
PPP Canada Inc.	128
INDUSTRIE	
Ministère	132
Agence spatiale canadienne	134
Conseil national de recherches du Canada	134
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	135
Conseil de recherches en sciences humaines	136
Statistique Canada	136
JUSTICE	
Ministère	140
Service administratif des tribunaux judiciaires	141
Bureau du directeur des poursuites pénales	141
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	141
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	146
Conseil des Arts du Canada	148
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	148
Société du Centre national des Arts	148
Office national du film	149
Commission de la fonction publique	149
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	150
Téléfilm Canada	150
PÊCHES ET OCÉANS	152

Table des matières

Ministères et organismes

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	156
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	160
Énergie atomique du Canada limitée.....	161
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	161
SANTÉ	
Ministère.....	164
Instituts de recherche en santé du Canada.....	165
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	165
Agence de la santé publique du Canada.....	166
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	170
Agence des services frontaliers du Canada.....	171
Service canadien du renseignement de sécurité.....	171
Service correctionnel.....	172
TRANSPORTS	
Ministère.....	176
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	177
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	177
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	179

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent Budget supplémentaire des dépenses

Ce Budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au Budget supplémentaire des dépenses*
2. *Tableaux sommaires*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État*

L'essentiel de ce Budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et sociétés d'État qui dépendent des crédits parlementaires. Cette introduction présente le contexte du présent Budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble des dépenses proposées et des explications sur les divers éléments.

Au cours des dernières années, un certain nombre de modifications ont été apportées à la présentation du Budget supplémentaire des dépenses afin d'accroître la transparence de l'information qu'il renferme et la concordance avec les autres documents du Budget des dépenses. Le Secrétariat du Conseil du Trésor a collaboré avec les ministères et organismes pour améliorer la qualité de l'information figurant dans la présentation des besoins de chacun, ce qui donne des renseignements plus pertinents pour décrire la nature des transactions, y compris les autorisations existantes de dépenser du ministère qui sont utilisées pour compenser de nouvelles dépenses.

Objectif et renseignements généraux

Les documents du Budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe¹. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

Le Budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du Budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et vise à obtenir l'approbation du Parlement pour divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.

Le Budget supplémentaire des dépenses porte encore l'empreinte de l'engagement du gouvernement de renouveler le Système de gestion des dépenses (SGD). Normalement, au moins deux Budgets supplémentaires des dépenses sont déposés chaque année. Chacun des documents est identifié à l'aide d'une lettre de l'alphabet (A, B, C, etc.). Au cours des dernières années, le premier Budget supplémentaire des dépenses ordinaire a été déposé à la fin d'octobre et le document final, en février.

Cette année, afin de respecter les engagements du gouvernement de renouveler le SGD, le Budget supplémentaire des dépenses 2008-2009 est plutôt déposé au printemps afin d'en assurer une meilleure concordance avec le budget fédéral. Avec le dépôt au printemps du Budget supplémentaire des dépenses, l'examen parlementaire des besoins des programmes ministériels se fera donc au début de l'exercice, ce qui permettra aux ministères d'engager les dépenses prévues pour les programmes approuvés afin de donner rapidement aux Canadiennes et aux Canadiens des résultats.

1. L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour exécuter ses programmes et offrir ses services.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Autorisation de dépenser

Le Budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses **budgetaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital;
- les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les dépenses **non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses **votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits annuel.

Les dépenses **législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par le biais de lois habilitantes.

Sommaire du présent Budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent Budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 1 - Total du Budget supplémentaire des dépenses (en millions de dollars)

	Budgétaire	Non budgétaire	Total
Crédits votés	3 614,0	0	3 614,0
Pouvoirs législatifs	443,5	0	443,5
Total	4 057,5	0	4 057,5

Le Budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre financier présenté dans le budget déposé en mars 2008.

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2008-2009, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- un rajustement net pour tenir compte de certains éléments importants des dépenses budgétaires qui sont présentés en tant que montants bruts des dépenses dans le budget fédéral, mais en tant que montants nets dans le budget des dépenses (par exemple, la prestation fiscale canadienne pour enfants, les revenus ministériels découlant de services précis et les revenus de sociétés d'État consolidées);
- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements en raison du passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2007-2008, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
- des dépenses de programme, identifiées dans un budget ou une mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été allouées à un ministère.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement de ces écarts.

Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)

Budget (mars 2008)			239,6
<i>Budgets des dépenses à ce jour :</i>			
Budget principal des dépenses 2008-2009*	221,5		
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009	4,1		
		225,6	
<i>Rajustements :</i>			
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à des montants bruts dans la présentation du Budget	15,2		
Autres rajustements**	(1,2)	14,0	
Total			239,6
Écart			0

* Le budget présente les dépenses brutes, alors que celles du Budget principal des dépenses sont nettes. Certains revenus sont affectés aux dépenses budgétaires.

** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.

Aperçu de l'exercice 2008-2009 jusqu'à ce jour (questions d'octroi de crédits)

- Le Budget principal des dépenses 2008-2009, d'un montant de 220,0 milliards de dollars dont la composante des dépenses budgétaires s'élevait à 79,0 milliards de dollars, a été déposé à la Chambre des communes le 28 février 2008. Les crédits provisoires s'élevant à 23,4 milliards de dollars ont reçu la sanction royale le 29 mars 2008 alors que la totalité des crédits, soit les 55,6 milliards de dollars restants, devrait recevoir la sanction royale en juin 2008.
- Le budget fédéral de 2008 a été déposé le 26 février 2008. Le dépôt du budget fédéral de 2008 immédiatement avant le Budget principal des dépenses 2008-2009 a obligé le gouvernement à demander l'autorisation de dépenser pour un bon nombre de nouvelles mesures annoncées dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses. Par conséquent, la valeur de ce budget supplémentaire des dépenses se compare à celle des exercices précédents où le budget fédéral est déposé immédiatement avant le budget des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des principales modifications apportées aux dépenses budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des **dépenses budgétaires totales supérieures à 100 millions de dollars** (votées et législatives) y compris l'augmentation de 4,1 milliards de dollars présentée dans le présent Budget supplémentaire des dépenses.

1. Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 3,614 milliards de dollars attribuable, en grande partie, aux initiatives clés suivantes :

a. Principales initiatives touchant plus d'une organisation (initiatives horizontales)

i) Fonds destinés à la mise en œuvre du plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations, afin d'assurer l'accès continu à des services sûrs en matière d'eau potable et d'eaux usées (162,9 millions de dollars)

À l'appui de la consolidation des partenariats avec les Canadiens autochtones, le budget fédéral de 2008 annonçait des fonds de 330,6 millions de dollars sur deux ans au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et au ministère de la Santé afin d'améliorer les services d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées dans les collectivités des Premières nations. Le plan de gestion a comme objectif d'aider les Premières nations à maintenir ces services à un niveau comparable à ceux dont bénéficient les autres Canadiens.

b. Initiatives importantes spécifiques :

i) Fonds versés à la Défense nationale pour le grand projet d'immobilisation (équipement) pour assurer la capacité d'aérotransport tactique (557,3 millions de dollars)

Ce financement servira à l'acquisition d'une nouvelle flotte d'aéronefs qui permettra de transporter les troupes et l'équipement au sein d'une région et/ou du théâtre des opérations; elle remplacera ainsi 13 aéronefs Hercules vieillissants. Ces aéronefs serviront au transport aérien tactique, au ravitaillement en vol ainsi qu'aux activités de recherche et de sauvetage.

ii) Fonds versés au Bureau de l'infrastructure du Canada pour la création d'un nouveau programme de contribution intitulé Fonds Chantiers Canada dans le cadre du plan d'infrastructure Chantiers Canada (390,7 millions de dollars)

Annoncé dans le budget fédéral de 2007 à titre d'élément du plan d'infrastructure Chantiers Canada, le Fonds Chantiers Canada vise à favoriser la croissance économique, un environnement plus sain et des collectivités plus sûres et sécuritaires, grâce au versement de contributions à l'appui de priorités nationales, régionales et locales en matière d'infrastructure. Le Fonds Chantiers Canada inclut un volet pour les grandes infrastructures majeures, qui appuiera des projets qui auront des retombées positives de portée nationale et régionale sur l'économie, l'environnement ou les collectivités. Un volet communautaire est également prévu pour le Fonds; il soutiendra les projets qui visent à répondre aux besoins de collectivités comptant moins de 100 000 citoyens.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

iii) Fonds versés à Agriculture et Agroalimentaire pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir (285,2 millions de dollars)

Ce financement contribuera à assurer la continuité pendant un an des programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise, soit jusqu'au parachèvement et à la mise en œuvre du nouveau cadre stratégique Cultivons l'avenir, avec l'aide des partenaires et des intervenants. Les programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise offrent aux producteurs agricoles les outils et les services nécessaires pour diversifier davantage leur production, favoriser la croissance à valeur ajoutée, atteindre les normes les plus élevées en matière de gestion environnementale et assurer la salubrité des aliments.

iv) Fonds versés à Transports pour la mise en œuvre du programme de contribution du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers (223,1 millions de dollars)

Ce financement permettra d'effectuer des investissements dans l'infrastructure stratégique aux portes d'entrée et aux corridors clés du commerce international afin de tenir compte de la hausse du mouvement relatif aux échanges commerciaux aux principaux passages frontaliers. Le Fonds versera également aux partenaires un financement, sous forme de contributions, pour l'infrastructure aux fins d'investissements dans les biens fédéraux essentiels à la réalisation des objectifs du Fonds. Il fournira également des ressources pour faire en sorte que les stratégies relatives aux portes d'entrée et aux passages frontaliers sont élaborées, financées et mises en œuvre efficacement.

v) Fonds versés aux Affaires indiennes et du Nord canadien pour des règlements extrajudiciaires (163,5 millions de dollars)

Le ministère utilisera ces fonds pour conclure et mettre en œuvre deux ententes de règlement avec des Premières nations. Ces deux ententes traduisent l'engagement permanent du Canada de régler les griefs en suspens des Premières nations par la négociation plutôt que par des poursuites, dans la mesure du possible.

vi) Fonds versés à Industrie pour soutenir les investissements stratégiques dans l'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (121,3 millions de dollars)

L'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD) a été mise sur pied dans le but de faciliter la recherche et le développement industriels par le gouvernement fédéral dans les secteurs canadiens de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité, ainsi que de favoriser la collaboration entre les centres de recherches, les universités et collèges et le secteur privé. L'ISAD remplacera le programme Partenariat technologique Canada; les modalités de celui-ci, prolongées en 2007, demeureront cependant en vigueur pour gérer les ententes de contribution.

vii) Fonds versés à la Défense nationale pour l'indemnité de service en campagne (120,0 millions de dollars)

Ce financement servira à défrayer les coûts de l'indemnité d'environnement versée aux membres des Forces canadiennes en service dans les unités de campagne. L'indemnité est semblable à celle accordée aux membres de la Marine et de la Force aérienne. Le budget fédéral de 2007 annonçait le versement annuel de 60,0 millions de dollars pour cette indemnité d'environnement à l'intention des membres des Forces canadiennes en service dans des unités au sol. L'indemnité remplace celle d'opérations en campagne. Le montant inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses est supérieur à celui de 60,0 millions de dollars annoncé dans le budget fédéral, car le ministère de la Défense nationale reçoit en outre un remboursement des fonds qu'il a prélevé en 2007-2008 de ses niveaux de référence existants pour assurer le versement de l'indemnité. Le taux mensuel minimal de l'indemnité s'élève à 285 \$.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

viii) Fonds versés à Énergie atomique du Canada limitée pour couvrir les coûts de fonctionnement et les coûts en capital afin de respecter les exigences réglementaires et les exigences en matière de santé, de sécurité et d'environnement aux Laboratoires de Chalk River en Ontario (120,0 millions de dollars)

Ce financement servira à couvrir les coûts liés à 15 projets d'immobilisations et à 30 initiatives opérationnelles à multiples volets. Le financement demandé permettra d'augmenter le budget pour les coûts de fonctionnement de base des laboratoires de Chalk River et de satisfaire aux exigences supplémentaires en matière de santé, de sécurité et d'environnement.

ix) Fonds versés à l'Agence canadienne de développement international à l'appui du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (109,0 millions de dollars)

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme sert de mécanisme de financement de plans élaborés par des pays en développement pour lutter contre ces maladies. L'appui donné par l'Agence canadienne de développement international au Fonds s'inscrit dans les priorités du gouvernement en matière d'aide internationale et dans la stratégie du Canada de cibler son appui aux mécanismes multilatéraux les plus efficaces.

x) Fonds versés aux Affaires indiennes et du Nord canadien pour des paiements aux Cris du Québec pour régler les questions de mise en œuvre afférentes à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et des versements à la Société Makivik relativement aux logements des Inuits de Chisasibi (100,7 millions de dollars)

En juin 2007, la Couronne a approuvé une entente de 1,4 milliard de dollars conclue entre le gouvernement du Canada et les Cris afin de régler des problèmes de mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois de 1975. En outre, des fonds seront versés à la Société Makivik pour la construction de logements destinés aux Inuits de Chisasibi. Grâce au versement de ces fonds, le Canada satisfait à ses obligations dans le cadre d'une entente de dix ans sur le logement, conclue en 1996 avec la Société Makivik.

xi) Fonds versés à Énergie atomique du Canada limitée pour couvrir les coûts de fonctionnement du Programme de développement du réacteur CANDU avancé (100,0 millions de dollars)

Ce financement servira au développement du réacteur CANDU avancé. Depuis 2002, Énergie atomique de Canada limitée travaille à la conception de la prochaine génération de réacteurs CANDU dont fait partie le réacteur CANDU avancé. Ce réacteur présente un potentiel de commercialisation sur le marché international de l'énergie nucléaire, ce qui accroîtrait le volume d'affaires d'Énergie atomique du Canada, un élément du mandat et des objectifs généraux de l'organisme. À l'heure actuelle, 240 employés à temps plein travaillent à ce programme.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

2. Majoration prévue des dépenses législatives de 443,5 millions de dollars attribuable, en grande partie, aux changements prévus suivants :

i) Fonds versés au ministère des Finances pour des nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux (254,4 millions de dollars)

Le ministère des Finances prévoit une hausse nette de 254,4 millions de dollars en transferts fédéraux aux provinces et aux territoires pour l'exercice 2008-2009. Ces paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux visent diverses catégories, comme le Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques et la péréquation fiscale.

ii) Fonds au versés à Finances pour un incitatif financier provisoire pour les provinces qui aboliront leurs impôts sur le capital (180,0 millions de dollars)

Le budget fédéral de 2007 accordait aux gouvernements provinciaux un incitatif financier pour l'élimination de l'impôt provincial sur le capital. L'incitatif sera versé chaque année jusqu'en 2011. Afin d'avoir droit à un paiement du gouvernement fédéral, une province devra abolir son impôt général sur le capital ou son impôt sur le capital des institutions financières, ou restructurer un impôt existant sur le capital des institutions financières pour le transformer en un impôt minimum sur les institutions financières.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales modifications apportées au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementales et les modifications apportées aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget principal des dépenses 2008-2009.

Modifications à la présentation

Seule une partie des fonds pour le présent exercice est allouée à l'aide de crédits provisoires, la présentation de la section Sommaire du portefeuille a été modifiée. On doit dorénavant commencer l'analyse en consultant la colonne « Budgets des dépenses précédents » plutôt que la colonne « Autorisations à ce jour ». En conséquence, la colonne « Budgets des dépenses précédents » présente maintenant les fonds demandés dans le Budget principal des dépenses 2008-2009.

Modifications apportées à l'organisation et la structure gouvernementales

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé une série de réorganisations à la structure de certains ministères. En raison de ces réorganisations, les modifications suivantes ont été apportées au présent budget supplémentaire des dépenses :

- En vertu du décret C.P. 2007-1888, la responsabilité du Secrétariat chargé de la coordination des projets fédéraux et du Bureau de la préparation des pipelines du projet gazier Mackenzie a été transférée du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère de l'Industrie (en vigueur dès le 6 décembre 2007).
- En vertu du décret C.P. 2008-0243, la Corporation de développement des investissements du Canada est autorisée à constituer une filiale à cent pour cent sous le nom PPP Canada Inc., dont toutes les actions, lors de la constitution, sont détenues par la Corporation de développement des investissements du Canada (en vigueur dès le 7 février 2008).

De plus, en vertu du décret C.P. 1996-1491, modification à l'Annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* inscrivant à la liste des secteurs de l'administration publique fédérale le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications et désignant comme ministre compétent le ministre de la Défense nationale (en vigueur dès le 24 septembre 1996).

Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2008-2009, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses qui sont inscrites pour la première fois. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le budget principal des dépenses :

Finance – Ministère

Crédit 7a – Aux fins du paragraphe 193(4) de la *Loi d'exécution du budget de 2006*, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques visées par une police d'assurance faisant l'objet d'un accord ne doit en aucun temps dépasser 250 000 000 000 \$

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le budget principal des dépenses :

Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international

Crédit L30a – Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$ (215 032 000 \$ + 12 000 000 \$), conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales

Finance – Ministère

Crédit L10a – Conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement et :

a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi;

b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public et des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice; et

c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du budget principal des dépenses :

Finance – Ministère

Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Loi d'exécution du budget, 2007)

Ressources naturelles – Commission canadienne de sûreté nucléaire

Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Conseil privé – Ministère

Leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique – Traitement et allocation pour automobile

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires² et non budgétaires³ incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Budgets des dépenses précédents » précisent les fonds à ce jour tels que présentés dans le budget principal des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (A). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter⁴ et autorisations législatives⁵.

Les deux dernières colonnes « Total – Budget des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2008-2009.

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009

Ce tableau présente le budget principal des dépenses et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses (A) et fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et législatifs.

2. Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.

3. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

4. Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter l'annexe proposée du projet de loi de crédits.

5. Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par l'entremise d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe I énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2009 et l'annexe II, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2010, en particulier, les crédits pluriannuels de l'Agence du revenu du Canada et de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses du programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses du programme sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Lorsqu'elles ne l'atteignent pas, elles sont incluses dans le crédit « Dépenses du Programme ».
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital au niveau ministériel.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour les programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives quant à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
- (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable en raison du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise est nécessaire pour effectuer un paiement, par exemple pour le paiement de subventions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
- (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
- (iii) *Crédit pour rajustements salariaux* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
- (iv) *Crédit pour assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les cotisations de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des cotisations d'assurance-emploi.
- (v) *Crédit pour le report du budget de fonctionnement* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
- (vi) *Crédit pour les besoins en matière de rémunération* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit 15, Rajustements de la rémunération.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans ce budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant des dépenses additionnelles demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaires des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, le report du budget de fonctionnement et les besoins en matière de rémunération, le cas échéant.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits.

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustements de la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Report budget de fonctionnement (crédit 25 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l’exercice précédent, jusqu’à concurrence 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l’exercice précédent d’un ministère ou d’un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Besoins en matière de rémunération (crédit 30 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d’employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d’une cessation de service ou d’emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d’emploi à la fonction publique. Les ministères et les organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l’exercice financier. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 30.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d’une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l’atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne s’agit pas d’une liste exhaustive des initiatives horizontales, mais plutôt d’une vue d’ensemble des initiatives relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d’un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n’est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d’un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a quatre sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, transferts et crédits législatifs);
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu).

1. Sommaire du portefeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et législatifs par ministère, y compris :

- le numéro et le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- les budgets des dépenses précédents – budget principal des dépenses, plus tout financement antérieur prévu dans des budgets supplémentaires des dépenses;
- les transferts entre crédits à la fois au sein d'une organisation et entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés à titre d'information. Les budgets des dépenses précédents ne tiennent pas compte des affectations provenant des crédits centraux.

2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée poste horizontal et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre organisations, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement de fonds d'un crédit à un autre au sein d'une même organisation ou report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation.

4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'une organisation en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) une contribution est un paiement conditionnel qui peut faire l'objet d'une vérification, contrairement aux subventions;
- ii) les contributions exigent la conclusion d'une entente entre le bénéficiaire et le donateur précisant les modalités et conditions régissant leur versement, à la différence des subventions;
- iii) les autres paiements de transfert sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui inclut normalement une formule ou un calendrier de paiements servant à déterminer le montant annuel à verser;
- iv) les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation. Les subventions sont également présentées à titre d'information dans le budget des dépenses des ministères.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Explication des articles courants de dépenses

1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Information

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

6. Achat de services de réparation et d'entretien

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage;
 - aliments pour bétail;
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
 - graines de semence;
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;
 - uniformes et fourniment;
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
 - produits chimiques;
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
 - fournitures du service de nettoyage;
 - bois et charbon;
 - fournitures électriques;
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. Paiements de transfert

- Subventions et contributions, subsides et tous les autres paiements de transfert versés par l'État.
- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Subventions et paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Subventions et capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par l'entremise de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions énumérées dans le budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation. Les subventions sont également présentées à titre d'information dans le budget des dépenses des ministères en fonction des activités de programme.

11. Service de la dette publique

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

12. Autres subventions et paiements

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009

Annexes proposées au projet de loi de crédits

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
Ministère	2 111 324 844	88 200 000
Agence canadienne de développement international	3 061 847 422	8 004 001
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministère	6 206 973 422	60 503 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	287 387 000	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère	328 225 000	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA	3 737 361 422	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
Ministère	2 569 577 656	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments	575 563 000	.....
Commission canadienne des grains	5 213 000	.....
ANCIENS COMBATTANTS	3 397 676 422	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Ministère	1 319 502 421	1
CONSEIL DU TRÉSOR		
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	72 934 000	.....
CONSEIL PRIVÉ		
Ministère	123 226 266	.....
Directeur général des élections	110 500 500	.....
DÉFENSE NATIONALE		
Ministère	18 293 756 422	.....
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications .....	.....	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	269 346 000	.....
ENVIRONNEMENT		
Ministère	957 526 422	.....
FINANCES		
Ministère	79 952 542 422	3 075 001
PPP Canada Inc. ....	.....	.....
INDUSTRIE		
Ministère	972 542 422	800 000
Agence spatiale canadienne	368 217 000	.....
Conseil national de recherches du Canada	698 278 000	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	958 205 000	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	645 687 000	.....
Statistique Canada	462 742 000	.....
JUSTICE		
Ministère	696 252 422	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires	57 839 000	.....
Bureau du directeur des poursuites pénales	138 697 000	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	25 492 000	.....
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministère	1 391 299 022	.....
Conseil des Arts du Canada	180 526 000	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	5 466 001	.....
Société du Centre national des Arts	49 553 000	.....
Office national du film	65 042 000	.....
Commission de la fonction publique	96 628 000	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	24 761 000	.....
Téléfilm Canada	107 172 000	.....
PÊCHES ET OCÉANS	1 681 992 422	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Ministère	39 741 189 437	906 297 000
RESSOURCES NATURELLES		
Ministère	2 342 873 422	.....
Énergie atomique du Canada limitée	152 273 000	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	90 180 000	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	<i>Transferts</i>	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		<i>Total</i>	<i>Dépenses budgétaires</i>	<i>Dépenses non budgétaires</i>
		<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>	<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
15 281 865	15 799 940	.....	.....	.....	31 081 805	2 142 406 649	88 200 000
(5 937 000)	215 400 000	.....	1	.....	209 463 001	3 271 310 422	8 004 002
(1 018 796)	484 055 717	.....	.....	.....	483 036 921	6 690 010 343	60 503 000
.....	380 565	.....	.....	.....	380 565	287 767 565	.....
(750 000)	106 085	.....	.....	.....	(643 915)	327 581 085	.....
22 021 032	97 980 681	.....	.....	.....	120 001 713	3 857 363 135	.....
(6 501 700)	297 540 207	.....	.....	.....	291 038 507	2 860 616 163	.....
.....	43 014 117	.....	.....	.....	43 014 117	618 577 117	.....
.....	26 500 000	.....	.....	.....	26 500 000	31 713 000	.....
(100 000)	29 300 001	.....	.....	.....	29 200 001	3 426 876 423	.....
2 174 075	19 020 955	.....	.....	.....	21 195 030	1 340 697 451	1
482 616	2 454 488	.....	.....	.....	2 937 104	75 871 104	.....
.....	1 594 000	76 422	.....	.....	1 670 422	124 896 688	.....
.....	1 508 641	.....	.....	.....	1 508 641	112 009 141	.....
(3 139 061)	544 490 871	.....	.....	.....	541 351 810	18 835 108 232	.....
1 364 519	1	.....	.....	.....	1 364 520	1 364 520	.....
(1 025 000)	.....	.....	.....	.....	(1 025 000)	268 321 000	.....
686 761	73 944 715	.....	.....	.....	74 631 476	1 032 157 898	.....
.....	6 608 200	434 466 000	1	.....	441 074 201	80 393 616 622	3 075 002
.....	95 500 000	5 000 000	.....	.....	100 500 000	100 500 000	.....
1 601 000	171 230 848	(9 000 000)	.....	.....	163 831 848	1 136 374 270	800 000
(25 000)	300 000	.....	.....	.....	275 000	368 492 000	.....
.....	2 065 000	.....	.....	.....	2 065 000	700 343 000	.....
(358 000)	6 685 750	.....	.....	.....	6 327 750	964 532 750	.....
(102 579)	2	.....	.....	.....	(102 577)	645 584 423	.....
.....	5 140 352	.....	.....	.....	5 140 352	467 882 352	.....
(5 100 000)	9 070 575	.....	.....	.....	3 970 575	700 222 997	.....
.....	3 048 575	.....	.....	.....	3 048 575	60 887 575	.....
5 100 000	12 400 000	.....	.....	.....	17 500 000	156 197 000	.....
.....	1 792 971	.....	.....	.....	1 792 971	27 284 971	.....
(1 754 301)	24 304 774	.....	.....	.....	22 550 473	1 413 849 495	.....
1 550 000	1	.....	.....	.....	1 550 001	182 076 001	.....
.....	9 136 927	.....	.....	.....	9 136 927	14 602 928	.....
192 640	1	.....	.....	.....	192 641	49 745 641	.....
320 000	1	.....	.....	.....	320 001	65 362 001	.....
.....	972 145	.....	.....	.....	972 145	97 600 145	.....
.....	6 756 395	.....	.....	.....	6 756 395	31 517 395	.....
550 000	1	.....	.....	.....	550 001	107 722 001	.....
34 990	9 307 287	.....	.....	.....	9 342 277	1 691 334 699	.....
.....	76 007 246	.....	.....	.....	76 007 246	39 817 196 683	906 297 000
.....	17 362 139	.....	.....	.....	17 362 139	2 360 235 561	.....
.....	300 000 000	.....	.....	.....	300 000 000	452 273 000	.....
.....	.....	12 956 000	.....	.....	12 956 000	103 136 000	.....

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	<i>Dépenses budgétaires</i>	<i>Dépenses non budgétaires</i>
SANTÉ		
Ministère	3 190 735 422	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	928 569 000	.....
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	3 565 000	.....
Agence de la santé publique du Canada	590 530 000	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Ministère	414 982 566	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 495 142 000	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	449 724 000	.....
Service correctionnel	2 174 195 000	.....
TRANSPORTS		
Ministère	1 032 334 422	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	277 754 000	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	2 455 537 000	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	2 343 060 422	.....
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent Budget des dépenses	14 682 542 559	(210 200 000)
Comptes à fins déterminées consolidés	16 238 575 000	.....
Total des Budgets des dépenses.....	220 610 637 180	856 679 003

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses

Présent budget supplémentaire des dépenses

Total des budgets des dépenses à ce jour

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
1 756 857	55 315 211	.....	.....	.....	57 072 068	3 247 807 490	.....
425 000	2	.....	.....	.....	425 002	928 994 002	.....
1 447 951	1	.....	.....	.....	1 447 952	5 012 952	.....
608 860	7 970 962	.....	.....	.....	8 579 822	599 109 822	.....
275 000	5 187 846	.....	.....	.....	5 462 846	420 445 412	.....
(3 061 000)	11 906 513	.....	.....	.....	8 845 513	1 503 987 513	.....
(2 700 000)	3 532 960	.....	.....	.....	832 960	450 556 960	.....
.....	7 685 000	.....	.....	.....	7 685 000	2 181 880 000	.....
.....	316 978 654	.....	.....	.....	316 978 654	1 349 313 076	.....
.....	2 200 000	.....	.....	.....	2 200 000	279 954 000	.....
.....	449 632 903	.....	.....	.....	449 632 903	2 905 169 903	.....
(24 300 729)	142 846 523	.....	.....	.....	118 545 794	2 461 606 216	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	14 682 542 559	(210 200 000)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	16 238 575 000	.....
.....	3 614 036 749	443 498 422	2	.....	4 057 535 173	224 668 172 351	856 679 005

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
79 015 224 174	141 595 413 006	220 610 637 180	61 303 002	795 376 001	856 679 003	221 467 316 183
3 614 036 749	443 498 422	4 057 535 171	2	.....	2	4 057 535 173
82 629 260 923	142 038 911 428	224 668 172 351	61 303 004	795 376 001	856 679 005	225 524 851 356

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</p> <p>MINISTÈRE</p>		
1a	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 4 749 600 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 935 800 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 2 435 000 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 2 400 700 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 750 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien), de 750 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique), de 617 100 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 407 540 \$ du crédit 40 (Santé) et de 80 000 \$ du crédit 1 (Anciens Combattants) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de</p>	7 392 940	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
5a	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 187 400 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 660 300 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 265 000 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 223 600 \$ du crédit 40 (Santé), de 68 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 65 900 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 20 000 \$ du crédit 1 (Anciens Combattants) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	7 700 000	
10a	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou des biens, de l'équipement et des services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme de la sécurité humaine et du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2007 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	707 000	15 799 940
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
25a	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services.....	215 400 000	
L30a	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$ (215 032 000 \$ + 12 000 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales.....	1	215 400 001

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et <i>a)</i> dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>b)</i> autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; <i>c)</i> autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; <i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	181 432 715	
10a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 295 192 \$ du crédit 10 (Santé), de 137 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 124 312 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 25 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	302 623 000	
20a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	1	
25a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	1	
			484 055 717
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	80 565	
5a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	300 000	
			380 565

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
1a	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		106 085
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 275 000 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .	139 183 207	
5a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital.....	860 000	
10a	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	157 497 000	
			297 540 207
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions.....	37 458 117	
35a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital.....	5 556 000	
			43 014 117
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
40a	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme.....		26 500 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
ANCIENS COMBATTANTS			
10a	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	29 300 000	
15a	Anciens combattants – Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	1	
			29 300 001
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
MINISTÈRE			
1a	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 334 075 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		19 020 955
CONSEIL DU TRÉSOR			
AGENCE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA			
50a	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 338 159 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 144 457 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		2 454 488
CONSEIL PRIVÉ			
MINISTÈRE			
1a	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....		1 594 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ <i>(suite et fin)</i>		
	DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
15a	Directeur général des élections – Dépenses du Programme.....		1 508 641
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1a	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 688 336 560 \$ totalisant à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 218 030 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 852 025 \$ du crédit 85 (Industrie) et de 358 000 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..		
5a	Défense nationale – Dépenses en capital.....	125 453 786 419 037 085	544 490 871
	BUREAU DU COMMISSAIRE DU CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
23a	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 364 519 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1a	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; <i>b)</i> autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a)</i> peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; <i>c)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; <i>d)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; <i>e)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; <i>f)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; <i>g)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 506 761 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	38 514 598	
5a	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 180 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 585 000	
10a	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services	32 845 117	
			73 944 715

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
1a	Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	6 608 199	
7a	Aux fins du paragraphe 193(4) de la <i>Loi d'exécution du budget de 2006</i> , le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques visées par une police d'assurance faisant l'objet d'un accord qui ne doit en aucun temps dépasser 250 000 000 000 \$	1	
L10a	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement.....	1	
			6 608 201
	PPP CANADA INC.		
32a	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes ...	2 900 000	
33a	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	92 600 000	
			95 500 000
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1a	Industrie – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 601 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	33 319 386	
5a	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 325 176 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	449 050	
10a	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	137 462 412	
			171 230 848

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
30a	Agence spatiale canadienne – Dépenses en capital		300 000
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
60a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital		2 065 000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
70a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	375 000	
75a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses	6 310 750	
			6 685 750
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
80a	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	1	
85a	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 579 446 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 160 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	1	
			2
	STATISTIQUE CANADA		
95a	Statistique Canada – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice		5 140 352

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1a	Justice – Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	4 477 791	
5a	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 592 784	
			9 070 575
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30a	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme		3 048 575
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35a	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services ou de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 100 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..		12 400 000
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
40a	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme		1 792 971

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 529 697 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 322 774	
5a	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	20 982 000	24 304 774
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
10a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit 250 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 1 300 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>		1
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
40a	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor.....		9 136 927
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
50a	Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 192 640 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
60a	Office national du film – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 320 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>		1
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
80a	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling		972 145
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
100a	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement....	1 056 395	
105a	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5 700 000	
			6 756 395
	TÉLÉFILM CANADA		
110a	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS		
1a	<p>Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p><i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;</p> <p><i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;</p> <p><i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;</p> <p><i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 156 947 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 22 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....</p>	5 995 286	
5a	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	3 312 000	
10a	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 945 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	1	
		9 307 287	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi; b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public et des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice; et c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	14 157 246	
5a	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	61 850 000	
			76 007 246
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	8 762 139	
5a	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	8 600 000	
			17 362 139
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
10a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....		300 000 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 96 033 \$ du crédit 10 (Santé) et de 3 500 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	45 220 211	
5a	Santé – Dépenses en capital.....	2 000 000	
10a	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 000 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	8 095 000	
			55 315 211
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
20a	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	1	
25a	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 375 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	1	
			2
	CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES		
30a	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 447 951 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>		1
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
40a	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 665 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	4 050 962	
45a	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	3 920 000	
			7 970 962

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1a	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 275 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 056 246	
5a	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 131 600	
			5 187 846
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20a	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses de fonctionnement		3 532 960
	SERVICE CORRECTIONNEL		
35a	Service correctionnel – Dépenses en capital, y compris les paiements : <i>a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;</i> <i>b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations</i>		7 685 000
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1a	Transports – Dépenses de fonctionnement et <i>a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;</i> <i>b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la Loi sur l'aéronautique;</i> <i>c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;</i> <i>d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....</i>	19 112 450	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10a	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	297 866 204	
			316 978 654
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
20a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....		2 200 000
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
55a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions.....		449 632 903
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	30 122 523	
5a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 451 471 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	112 724 000	
			142 846 523
			3 504 149 557

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1a	Agence du revenu du Canada – Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 22 021 032 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		97 980 681
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence.....	11 802 913	
15a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital.....	103 600	
			11 906 513
			109 887 194

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	
Leader du gouvernement à la Chambre des Communes et ministre de la réforme démocratique – Traitement et allocation pour automobile	76 422
FINANCES	
Ministère	
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	45 516 000
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (<i>Partie VI – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	208 950 000
Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	180 000 000
PPP Canada Inc.	
Paiements à PPP Canada Inc. (<i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i>)	5 000 000
INDUSTRIE	
Ministère	
Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (Canet5)	(9 000 000)
RESSOURCES NATURELLES	
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	12 956 000
Total	443 498 422

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère.....	1a	7 394	.....	7 394
	5a	7 700	.....	7 700
	10a	707	.....	707
Agence canadienne de développement international.....	25a	280 400	65 000	215 400
	L30a	.....	.....	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère.....	1a	181 432	.....	181 432
	10a	302 703	80	302 623
	20a	.....	.....	.....
	25a	.....	.....	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
	1a	81	.....	81
	5a	300	.....	300
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère.....	1a	106	.....	106
	5a	.....	.....	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
	1a	97 981	.....	97 981
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère.....	1a	139 183	.....	139 183
	5a	860	.....	860
	10a	157 497	.....	157 497
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30a	37 458	.....	37 458
	35a	5 556	.....	5 556
Commission canadienne des grains.....	40a	26 500	.....	26 500
ANCIENS COMBATTANTS				
	1a	.....	.....	.....
	10a	29 300	.....	29 300
	15a	.....	.....	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère.....	1a	19 020	.....	19 020
CONSEIL DU TRÉSOR				
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	50a	2 454	.....	2 454
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère.....	1a	1 594	.....	1 594
Directeur général des élections.....	15a	1 509	.....	1 509
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère.....	1a	125 454	.....	125 454
	5a	557 643	138 606	419 037
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.	23a	.....	.....	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
	1a	.....	.....	.....
	5a	.....	.....	.....

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1a	38 516	.....	38 516
	5a	2 585	.....	2 585
	10a	32 845	.....	32 845
FINANCES				
Ministère.....	1a	6 608	.....	6 608
	7a	.....	.....	.....
	L10a	.....	.....	.....
PPP Canada Inc.	32a	2 900	.....	2 900
	33a	92 600	.....	92 600
INDUSTRIE				
Ministère.....	1a	33 320	.....	33 320
	5a	449	.....	449
	10a	166 562	29 100	137 462
Agence spatiale canadienne	25a	.....	.....	.....
	30a	300	.....	300
Conseil national de recherches du Canada	60a	2 065	.....	2 065
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70a	375	.....	375
	75a	6 311	.....	6 311
Conseil de recherches en sciences humaines	80a	.....	.....	.....
	85a	.....	.....	.....
Statistique Canada	95a	5 140	.....	5 140
JUSTICE				
Ministère.....	1a	4 478	.....	4 478
	5a	4 853	260	4 593
Service administratif des tribunaux judiciaires	30a	3 049	.....	3 049
Bureau du directeur des poursuites pénales	35a	12 400	.....	12 400
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	40a	1 793	.....	1 793
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1a	3 323	.....	3 323
	5a	25 982	5 000	20 982
Conseil des Arts du Canada	10a	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	40a	9 137	.....	9 137
Société du Centre national des Arts.....	50a	.....	.....	.....
Office national du film.....	60a	.....	.....	.....
Commission de la fonction publique.....	80a	972	.....	972
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	100a	1 056	.....	1 056
	105a	5 700	.....	5 700
Téléfilm Canada	110a	.....	.....	.....
PÊCHES ET OCÉANS				
.....	1a	5 996	.....	5 996
	5a	3 312	.....	3 312
	10a	.....	.....	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère.....	1a	14 157	.....	14 157
	5a	61 850	.....	61 850
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère.....	1a	8 762	.....	8 762
	5a	9 739	1 139	8 600
Énergie atomique du Canada limitée.....	10a	300 000	.....	300 000

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
SANTÉ				
Ministère.....	1a	45 221	.....	45 221
	5a	2 000	.....	2 000
	10a	8 095	.....	8 095
Instituts de recherche en santé du Canada.....	20a	.....	.....	.....
	25a	.....	.....	.....
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	30a	.....	.....	.....
Agence de la santé publique du Canada.....	40a	4 051	.....	4 051
	45a	3 920	.....	3 920
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère.....	1a	4 056	.....	4 056
	5a	1 132	.....	1 132
Agence des services frontaliers du Canada.....	10a	11 803	.....	11 803
	15a	104	.....	104
Service canadien du renseignement de sécurité.....	20a	3 533	.....	3 533
Service correctionnel.....	35a	7 685	.....	7 685
TRANSPORTS				
Ministère.....	1a	19 112	.....	19 112
	10a	297 866	.....	297 866
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	20a	2 200	.....	2 200
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	55a	449 633	.....	449 633
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....				
	1a	30 122	.....	30 122
	5a	112 724	.....	112 724
Total		3 853 224	239 185	3 614 039

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	1 502	263	892	9 126	7 389
Agence canadienne de développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	2 242	1 505	201	9 127	385
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	76	.....	.....	5	.....
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	62	12	.....	30	.....
Agence du revenu du Canada	66 937	8 000	.....	13 044	22 021
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	65 254	9 745	2 639	31 473	1 636
Agence canadienne d'inspection des aliments	18 839	7 488	6 065	3 490	434
Commission canadienne des grains	.....	8 252	435	3 350	8 355
Anciens combattants	.....	.....	.....	(100)	.....
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	5 287	3 245	486	7 678	860
Conseil du Trésor					
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	2 191	177	4	375	89
Conseil privé					
Ministère	1 227	239	.....	199	5
Directeur général des élections	1 509	.....	.....	.....	.....
Défense nationale					
Ministère	124 710	.....	.....	3 772	.....
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	762	83	.....	300	160
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	(175)	.....	.....	(100)	.....
Environnement					
Ministère	14 563	5 701	660	9 689	2 388

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
(126)	1 782	7 892	2 315	207	.....	(160)	.....	31 082
.....	.....	.....	.....	274 463	.....	.....	65 000	209 463
401	471	.....	.....	305 285	.....	163 500	80	483 037
.....	.....	.....	.....	300	.....	.....	.....	381
.....	2	.....	.....	(750)	.....	.....	.....	(644)
4 000	2 000	.....	4 000	.....	.....	.....	.....	120 002
6 146	11 804	125	735	157 497	.....	3 985	.....	291 039
268	2 877	.....	3 227	.....	.....	326	.....	43 014
1 081	1 683	.....	.....	.....	.....	3 344	.....	26 500
.....	.....	.....	.....	29 300	.....	.....	.....	29 200
815	808	.....	.....	.....	.....	2 016	.....	21 195
45	56	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 937
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 670
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 509
.....	734	300	550 442	.....	.....	.....	138 606	541 352
.....	60	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 365
.....	.....	.....	.....	(750)	.....	.....	.....	(1 025)
1 396	2 825	109	2 656	32 845	.....	1 799	.....	74 631

* Voir la note au bas de la page 63.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Finances					
Ministère	1 431	1 373	.....	2 859	.....
PPP Canada Inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Industrie					
Ministère	3 492	8 658	897	14 882	552
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	(25)	.....
Conseil national de recherches du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	225	60	20	40	10
Conseil de recherches en sciences humaines	.....	10	.....	.....	.....
Statistique Canada	3 747	162	129	907	47
Justice					
Ministère	3 603	(1 094)	(411)	(1 463)	(100)
Service administratif des tribunaux judiciaires	715	.....	.....	757	424
Bureau du directeur des poursuites pénales	.....	.....	.....	16 500	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	902	20	.....	556	.....
Patrimoine canadien					
Ministère	1 046	(226)	(152)	(581)	(33)
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	4 014	312	341	4 000	.....
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Office national du film	.....	.....	320	.....	.....
Commission de la fonction publique	549	.....	.....	423	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	738	62	32	146	7
Téléfilm Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Pêches et Océans	1 526	1 077	.....	760	.....
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	6 829	2 203	145	1 905	735
Ressources naturelles					
Ministère	1 979	192	99	3 128	.....
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	9 275	804	90	1 929	42
Santé					
Ministère	12 296	3 498	527	7 986	316
Instituts de recherche en santé du Canada	.....	19	6	19	1
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1 218	11	75	57	.....
Agence de la santé publique du Canada	1 585	380	137	429	74

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
.....	226	.....	.....	434 466	.....	719	.....	441 074
.....	.....	.....	.....	.....	.....	100 500	.....	100 500
184	2 638	.....	3 962	157 562	.....	105	29 100	163 832
.....	.....	.....	300	.....	.....	.....	.....	275
.....	.....	.....	2 065	.....	.....	.....	.....	2 065
10	10	.....	.....	5 953	.....	.....	.....	6 328
.....	.....	.....	.....	(113)	.....	.....	.....	(103)
18	18	.....	100	.....	.....	12	.....	5 140
(177)	(281)	(163)	(525)	4 928	.....	(86)	260	3 971
.....	.....	1 038	115	.....	.....	.....	.....	3 049
500	500	.....	.....	.....	.....	.....	.....	17 500
6	6	.....	303	.....	.....	.....	.....	1 793
(44)	(77)	.....	(210)	27 893	.....	(66)	5 000	22 550
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 550	.....	1 550
.....	.....	.....	470	.....	.....	.....	.....	9 137
.....	.....	.....	.....	.....	.....	193	.....	193
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	320
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	972
12	6	.....	53	5 700	.....	.....	.....	6 756
.....	.....	.....	.....	.....	.....	550	.....	550
(2 694)	1 416	3 035	277	3 945	.....	.....	.....	9 342
147	246	.....	790	61 850	.....	1 157	.....	76 007
1 378	20	1 378	.....	9 739	.....	588	1 139	17 362
.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 000	.....	300 000
211	112	.....	321	.....	.....	172	.....	12 956
738	7 923	.....	2 000	21 704	.....	84	.....	57 072
.....	1	.....	3	375	.....	1	.....	425
16	71	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 448
154	211	.....	1 665	3 920	.....	25	.....	8 580

* Voir la note au bas de la page 63.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	837	100	.....	3 894	.....
Agence des services frontaliers du Canada	6 518	398	13	1 435	34
Service canadien du renseignement de sécurité	1 705	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	.....	.....	.....	.....	.....
Transports					
Ministère	7 133	73	.....	11 888	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	5 363	573	807	6 517	(4 835)
Total pour tous les ministères et organismes	381 712	63 375	14 457	170 406	40 996
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2008-2009	381 712	63 375	14 457	170 406	40 996

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
.....	.....	.....	.....	632	.....	.....	.....	5 463
171	142	.....	104	.....	.....	31	.....	8 846
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(872)	.....	833
.....	.....	7 685	.....	.....	.....	.....	.....	7 685
.....	19	.....	.....	297 866	.....	.....	.....	316 979
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 200	.....	2 200
.....	.....	.....	.....	449 633	.....	.....	.....	449 633
(3 084)	533	114 175	199	.....	.....	(1 702)	.....	118 546
11 572	38 842	135 574	575 367	2 284 450	.....	579 971	239 185	4 057 537
.....
11 572	38 842	135 574	575 367	2 284 450	.....	579 971	239 185	4 057 537

* Certains montants ne concordent pas nécessairement aux montants totaux du tableau « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » à cause de l'arrondissement.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 – Éventualités du gouvernement

10 000 000 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable compte tenu du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise s'impose pour effectuer un paiement par exemple dans le cas des subventions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses. Cette autorisation de suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de droit de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Ministère ou organisme

(dollars)

Patrimoine Canada

Financement pour créer un fonds de reconnaissance à l'appui des projets de commémoration portant sur l'internement durant la Première Guerre mondiale qui tiennent compte de l'internement ou de la limitation de liberté de personnes dont le pays d'origine était en guerre avec le Canada pendant cette période. 10 000 000

Une subvention sera octroyée à la Ukrainian Canadian Foundation of Taras Shevchenko afin d'établir un fonds de dotation visant à appuyer les initiatives liées à l'expérience de cas d'internement lors de la Première Guerre mondiale de toutes les collectivités touchées, y compris la collectivité ukrainienne, les personnes de citoyenneté austro-hongroise (c.-à-d. Croates, Serbes, Autrichiens, Polonais, Tchèques et Slovaques) ainsi que les Russes, les Allemands, les Bulgares et les Turcs. Au nombre des activités admissibles, mentionnons les activités et les événements commémoratifs; le matériel éducatif, les séminaires, les sites Web et les publications; les plaques, les repères historiques et les monuments, la recherche et la diffusion de l'information, les chaires d'université, l'acquisition, la restauration et la préservation des lieux à valeur historique tels que les cimetières des personnes internées; la présentation d'expositions dans des musées, y compris l'acquisition d'artéfacts pertinents et l'adaptation des lieux physiques pour accueillir les expositions et d'autres projets pertinents sur le rayonnement culturel et communautaire.

Au cours des vingt dernières années, le gouvernement s'est attardé à clore ce sombre chapitre des collectivités victimes d'internement lors de la Première Guerre mondiale et des progrès ont été accomplis récemment pour officialiser une entente permettant de régler cette question. Étant donné que l'on obtiendra le pouvoir de dépenser rattaché à cette subvention à même le budget supplémentaire des dépenses seulement en juin 2008, on a demandé d'avoir accès au crédit pour éventualités du gouvernement au montant de 10 000 000 \$ afin d'octroyer le pouvoir de conclure une entente et d'éviter le risque de ne pas être en mesure de régler cette question de longue date.

Total des affectations

10 000 000

Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales

0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 10 du Conseil du Trésor.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement

0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 25 du Conseil du Trésor.

Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération

0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses exigences juridiques d'employeur, notamment les congés parentaux et les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions d'emploi ou aux emplois à la fonction publique. Les ministères et organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l'exercice financier.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 30 du Conseil du Trésor.

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales

(Le budget fédéral de 2006 prévoyait un montant de 450 millions de dollars pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS). Les résultats escomptés du FCIS sont les suivants : des réseaux routier et ferroviaire sécuritaires et efficaces; un meilleur accès à l'eau potable; l'amélioration du traitement de l'eau dans les municipalités; une augmentation du tourisme; la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques; et un meilleur accès en direct aux principaux services dans les communautés bénéficiaires. Les projets admissibles au FCIS sont financés conjointement par les gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux et municipaux.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	81
Agence de promotion économique du Canada atlantique	106
Bureau de l'infrastructure du Canada	58 957
Industrie	55
Transports	209
Total	59 408

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

(Le plan de publicité du gouvernement est renouvelé sur une base annuelle pour répondre aux nouvelles priorités gouvernementales énoncées dans le discours du Trône, aux priorités budgétaires et aux nouveaux enjeux. L'affectation de fonds dans le présent budget supplémentaire des dépenses est demandée pour trois campagnes concernant la sécurité des voyageurs canadiens à l'étranger, les rappels d'aliments et de produits de consommation et la communication de renseignements aux Canadiens sur les documents requis pour voyager aux États-Unis, dans la foulée de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental en vigueur aux États-Unis. Ces campagnes sont liées aux priorités du gouvernement dans les domaines de la sécurité et de l'accès en temps opportun aux services de santé et de sécurité publiques.)

Affaires étrangères et Commerce international	4 440
Agence canadienne d'inspection des aliments	4 000
Agence des services frontaliers du Canada	2 650
Total	11 090

Fonds destinés à la mise en œuvre du plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations, afin d'assurer l'accès continu à des services sûrs en matière d'eau potable et d'eaux usées

(À l'appui du renforcement des partenariats avec les Canadiens autochtones, le budget fédéral de 2008 prévoyait l'octroi d'un montant de 330,6 millions de dollars sur deux ans à Affaires indiennes et du Nord canadien et à Santé pour améliorer l'accès à des réseaux d'aqueduc salubre et à des réseaux d'égouts dans les collectivités des Premières nations. Le plan d'action vise à apporter un soutien aux Premières nations pour les aider à maintenir leurs services en matière d'eau potable et d'eaux usées à un niveau comparable à ceux dont bénéficient les autres Canadiens.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	137 229
Santé	25 669
Total	162 898

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds destinés à un plan d'action pour protéger la santé humaine contre les contaminants provenant de l'environnement

(Le budget fédéral de 2008 affectait un montant de 84,6 millions de dollars sur cinq ans à Santé, à l'Agence de la santé publique du Canada et à Statistique Canada pour la mise en œuvre d'un plan d'action visant à mieux renseigner les Canadiens sur les liens entre les contaminants de l'environnement et les maladies. Le plan d'action intègre les questions touchant la santé et le programme relatif à l'environnement pour tenir compte de la nécessité de prendre des mesures pour gérer les menaces que posent les contaminants pour la santé, et du besoin crucial d'élargir les connaissances sur les liens qui existent entre les contaminants et les maladies.)

Agence de la santé publique du Canada	538
Santé	3 631
Statistique Canada	1 251
Total	5 420

Fonds pour améliorer des activités en cours de lutte contre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants

(Ces fonds serviront à appuyer les mesures et les activités de lutte contre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants. Les activités particulières visent notamment à renforcer la capacité d'application de la loi, sensibiliser le public, présenter des rapports publics et assurer des fonctions en rapport avec la prestation de formation et l'offre de conseils juridiques.)

Justice	160
Sécurité publique et Protection civile	1 491
Total	1 651

Fonds pour des initiatives à l'appui des cinq priorités du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité annoncées par les leaders nord-américains dans le cadre du sommet tenu à Montebello en août 2007

(Ces fonds serviront à mettre en œuvre des initiatives à l'appui des priorités du Partenariat nord américain pour la sécurité et la prospérité annoncées lors du Sommet des leaders nord américains tenu en août 2007 à Montebello, au Québec. Les priorités sont les suivantes : l'amélioration de la compétitivité de l'Amérique du Nord sur les marchés mondiaux; des aliments et de produits sûrs; l'énergie durable et l'environnement; des frontières intelligentes et sûres; la gestion des urgences et la protection civile. Le financement servira également à établir un secrétariat pour le Partenariat nord américain pour la sécurité et la prospérité à Industrie.)

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	250
Affaires étrangères et Commerce international	327
Agence canadienne d'inspection des aliments	835
Environnement	1 363
Industrie	2 233
Ressources naturelles	935
Sécurité publique et Protection civile	321
Transports	4 289
Total	10 553

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour des mesures internationales à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada

(Les fonds serviront à défendre les intérêts intérieurs du Canada dans les principales tribunes internationales portant sur le changement climatique et à accroître les débouchés offerts sur les marchés internationaux en ce qui a trait aux technologies de réduction de la pollution atmosphérique.)

Affaires étrangères et Commerce international	1 913
Environnement	8 077
Industrie	50
Ressources naturelles	1 257
Total	11 297

Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives d'adaptation à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada

(Le gouvernement a élaboré un vaste Programme de la qualité de l'air qui comprend le Programme réglementaire sur la qualité de l'air et sept mesures de programme non réglementaires, soit l'énergie propre, le transport propre, la qualité de l'air intérieur, l'adaptation, les partenariats, les mesures internationales de même que la gestion et la responsabilisation. Les programmes qui relèvent du thème de l'adaptation visent à fournir aux décideurs communautaires de l'ensemble du pays des outils et des orientations pour faire face à divers risques au sein de leurs régions, particulièrement dans trois domaines urgents du point de vue du changement climatique : le Nord, la santé humaine et le développement d'infrastructures.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	4 550
Agence de la santé publique du Canada	2 222
Environnement	4 625
Ressources naturelles	11 414
Santé	4 525
Total	27 336

Fonds pour la mise en œuvre du projet de loi C-3, Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

(Le financement de la mise en œuvre du projet de loi C-3 répondra aux préoccupations quant à l'alourdissement de la charge de travail relative aux programmes actuels des ministères, qui découlent des nouvelles procédures instaurées. Plus précisément, le projet de loi accroît l'utilisation des renseignements classifiés dans le cas des instances et des décisions en matière d'immigration et introduit la participation d'un défenseur au processus des certificats de sécurité et autres processus relatifs à l'immigration dans lesquels les renseignements classifiés font l'objet d'un examen au cours d'une instance ex parte à huis clos.)

Affaires étrangères et Commerce international	427
Agence des services frontaliers du Canada	8 850
Citoyenneté et Immigration	3 944
Justice	8 899
Sécurité publique et Protection civile	500
Service administratif des tribunaux judiciaires	3 049
Service canadien du renseignement de sécurité	3 533
Total	29 202

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour le Programme d'expositions et le Programme d'expositions rurales du gouvernement du Canada

(Dans le cadre de la stratégie de communication générale du gouvernement du Canada, le Programme d'expositions et le Programme d'expositions rurales du gouvernement du Canada visent à superviser les projets d'expositions nationales et à coordonner la participation des ministères fédéraux à certaines expositions et foires commerciales tenues partout au Canada. L'objectif principal des programmes est de renseigner les Canadiens au sujet des priorités, des programmes et des services du gouvernement du Canada.)

Agriculture et Agroalimentaire	476
Travaux publics et Services gouvernementaux	4 770
Total	5 246

Fonds pour les pêches internationales afin d'assurer la durabilité environnementale et économique

(Ces fonds serviront à entreprendre des activités dans le domaine de la science, de la politique, de la promotion et de la défense des droits, de la diplomatie, de la loi et des communications pour protéger et faire progresser de façon stratégique les intérêts du Canada en matière de pêches internationales et de gouvernance des océans.)

Affaires étrangères et Commerce international	994
Pêches et Océans	5 450
Total	6 444

Fonds pour renforcer et moderniser le système canadien de salubrité des aliments et celui d'innocuité des produits de santé et de consommation afin de protéger la santé des Canadiens, par l'entremise d'investissements dans les programmes et de modifications législatives

(Le budget fédéral de 2008 affectait un montant totalisant 489 millions de dollars sur cinq ans, dont 126 millions de dollars pour les années futures, pour apporter des améliorations aux initiatives stratégiques et législatives existantes ainsi que pour les nouvelles mesures proposées dans le cadre du Plan d'action. L'investissement concrétise l'engagement que le gouvernement a pris dans le discours du Trône de protéger la santé et la sécurité des Canadiens.)

Le Plan d'action comporte trois volets :

- i) la prévention active, selon laquelle le gouvernement fédéral travaillera en étroite collaboration avec l'industrie pour sensibiliser, fournir des lignes directrices sur l'application de la réglementation et repérer rapidement les problèmes sur le plan de la sécurité;*
- ii) une surveillance ciblée, qui permettra d'assurer un contrôle des produits pour veiller au respect des normes en matière de sécurité;*
- iii) une intervention rapide, laquelle permettra au gouvernement d'agir de façon preste et efficace quand il le faut.)*

Agence canadienne d'inspection des aliments	19 903
Agence de la santé publique du Canada	2 211
Santé	21 491
Total	43 605

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)

(Ces fonds serviront à des initiatives qui visent à développer les communautés minoritaires de langue officielle, par exemple des projets pour soutenir et faciliter l'utilisation des langues officielles dans les domaines de la santé et des services sociaux, des arts et de la culture, du développement économique et du tourisme ainsi que du perfectionnement des ressources humaines et des nouvelles technologies.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	124
Conseil des Arts du Canada	800
Office national du film	320
Pêches et Océans	22
Société du Centre national des Arts	193
Téléfilm Canada	550
Total	2 009
GRAND TOTAL	376 159

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent de transférer des fonds entre eux à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organisations, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organisations qui transfèrent des fonds.

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
Pour aider les créateurs, les artistes et les entrepreneurs canadiens à produire, promouvoir et distribuer des enregistrements sonores canadiens de musique spécialisée qui reflètent la diversité des voix canadiennes		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	250 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(250 000)
Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	332 500
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	(52 500)
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	(280 000)
Pour appuyer les chaires de recherches industrielles au Collège militaire royal du Canada		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	78 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	(78 000)
Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires		
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	482 616
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(144 457)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(338 159)
Pour appuyer la recherche sur la grippe effectuée au Canada afin d'améliorer la capacité d'intervention en cas d'une pandémie potentielle		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 25 (Subventions)	50 000 375 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(425 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
Pour appuyer le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications		
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	Crédit 23 (Dépenses du Programme)	1 364 519
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 364 519)
Pour appuyer les responsabilités du Ministre pour la représentation régionale de la Colombie Britannique		
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	275 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(275 000)
Pour appuyer les responsabilités du Ministre pour la représentation régionale de SasKatchewan		
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	275 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(275 000)
Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	799 525
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	(799 525)
Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	8 254 940
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	2 159 300
Anciens Combattants	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(100 000)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(631 140)
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(685 100)
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(3 061 000)
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(5 937 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour l'augmentation des subventions à la Bande indienne Sechelte en vertu de la *Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte*

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	295 192
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(295 192)

Pour des coûts de fonctionnement et des coûts en capital supplémentaires pour des missions à l'étranger

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 435 000
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	265 000
Services canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	(2 700 000)

Pour couvrir les dépenses encourues en soutien du Programme des munitions explosives non explosées et des anciens sites

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	137 700
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(137 700)

Pour des initiatives de sécurité publique

Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	1 665 000
Environnement	Crédit 5 (Dépenses en capital)	180 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(1 845 000)

Pour réduire l'accumulation récurrente des demandes

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	Crédit 30 (Dépenses du Programme)	1 447 951
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 447 951)

Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine (PPNA) tel que convenu dans l'accord cadre sur la gouvernance de 2008

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 500 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(750 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(750 000)
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 000 000)

Pour l'appui financier du Canada au Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO pour la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	500 000
Patrimoine Canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(500 000)

Pour assumer les frais reliés à l'augmentation des demandes provenant de participants étrangers dans le cadre du programme international pour les jeunes

Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 334 075
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 334 075)

Pour l'augmentation des frais liés à l'aménagement des locaux et aux services immobiliers

Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	22 021 032
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(22 021 032)

Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir

Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	3 500 000
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 935 800
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	65 900
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 501 700)

Pour la logistique du IV^e Séminaire interaméricain sur la gestion des langues

Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	250 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(250 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour la recherche sur l'élaboration de politiques relativement à la participation sportive

Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 80 (Dépenses de fonctionnement)	10 000
	Crédit 85 (Subventions)	579 446
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(10 000)
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(579 446)

Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)

Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	800 000
Téléfilm Canada	Crédit 110 (Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>)	550 000
Office national du film	Crédit 60 (Dépenses du Programme)	320 000
Société du Centre national des Arts	Crédit 50 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	192 640
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	124 312
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	22 500
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(2 009 452)

Pour le programme de formation scientifique dans le Nord

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	25 000
Agence spatiale canadienne	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000)

Pour des fonds reliés au transfert de la garde des biens immobiliers pour trois propriétés louées utilisées par l'Institut canadien de conservation

Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 529 697
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 529 697)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage à partout au Canada

Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	506 761
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	156 947
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(663 708)

Pour les poursuites en matière de crimes liés aux drogues et à la lutte anti-terrorisme

Bureau du directeur des poursuites pénales	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	5 100 000
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 100 000)

Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (Projet Metropolis)

Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	160 000
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(160 000)

Les transferts suivants entre deux organismes gouvernementaux ou plus résultent du transfert de responsabilités pour des initiatives précises découlant des modifications apportées aux rouages de l'État conformément à la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*.

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour soutenir le projet gazier du Mackenzie

Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 601 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 601 000)

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, par l'entremise du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications à diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant au projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour que ce poste soit inclus dans le projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de « 1 \$ » permet d'inclure le poste au projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation de la subvention est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Le virement de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Le virement entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités de l'organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et des investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais il faudra prévoir seulement un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L'approbation de subventions

Organisation	N° du crédit	Explication
Pêches et Océans	10a	Pour augmenter la subvention « Subventions à l'appui des organisations qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et aux océans » d'un montant de 75 000 \$; et pour augmenter la subvention « Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux » d'un montant de 300 000 \$.
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	25a	Pour augmenter la subvention « Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel » d'un montant de 375 000 \$.

2. Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	20a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour le financement de « Gestion efficace des droits des peuples autochtones Métis ».
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	25a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour le financement de « Gestion efficace des droits des peuples autochtones Métis ».
Anciens Combattants	15a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Anciens Combattants) pour combler le manque à gagner lié aux dépenses de fonctionnement pour faire suite à la nomination de nouveaux gouverneurs en conseil au Tribunal des anciens combattants (révision et appel).
Pêches et Océans	10a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 945 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans (445 000 \$), pour appuyer des projets de dessaisissement dans la région du Centre et de l'Arctique (300 000 \$), et pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire) (200 000 \$).

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

3. Le virement entre organisations

Organisation	N° du crédit	Explication
Défense nationale – Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	23a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 364 519 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour appuyer le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.
Industrie – Conseil de recherches en sciences humaines	80a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour la recherche sur l'élaboration de politiques relativement à la participation sportive.
Industrie – Conseil de recherches en sciences humaines	85a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 579 446 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour la recherche sur l'élaboration de politiques relativement à la participation sportive; et de 160 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, à l'intégration et à la diversité (Projet Metropolis).
Patrimoine canadien – Conseil des Arts du Canada	10a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour aider les créateurs, les artistes et les entrepreneurs canadiens à produire, promouvoir et distribuer les enregistrements sonores canadiens de musique spécialisée qui reflètent la diversité des voix canadiennes; et de 1 300 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (800 000 \$), et pour l'appui financier du Canada au Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO dans le cadre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (500 000 \$).
Patrimoine canadien – Société du centre National des Arts	50a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 192 640 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Patrimoine canadien – Office national du film	60a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 320 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Patrimoine canadien – Téléfilm Canada	110a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	20a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 40 (Santé) pour appuyer la recherche sur la grippe effectuée au Canada afin d'améliorer la capacité d'intervention en cas d'une pandémie potentielle.
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	25a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 375 000 \$ du crédit 40 (Santé) pour appuyer la recherche sur la grippe effectuée au Canada afin d'améliorer la capacité d'intervention en cas d'une pandémie potentielle.
Santé – Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 447 951 \$ du crédit 1 (Santé) pour réduire l'accumulation récurrente des demandes.

4. La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international	L30a	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$ (de 215 032 000 \$) , conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales.
Défense nationale – Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	23a	Pour la création d'un nouveau crédit – Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme.
Finances – Ministère	7a	Aux fins du paragraphe 193(4) de la <i>Loi d'exécution du budget de 2006</i> , le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques visées par une police d'assurance faisant l'objet d'un accord qui ne doit en aucun temps dépasser 250 000 000 000 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Finances – Ministère	L10a	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	<p>Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 4 749 600 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 935 800 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 2 435 000 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 2 400 700 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et</p>			

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Protection civile), de 750 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien), de 750 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique), de 617 100 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 407 540 \$ du crédit 40 (Santé) et de 80 000 \$ du crédit 1 (Anciens Combattants) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 223 521 000	13 291 665	7 392 940	1 244 205 605
5a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 187 400 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 660 300 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 265 000 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 223 600 \$ du crédit 40 (Santé), de 68 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 65 900 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 20 000 \$ du crédit 1 (Anciens Combattants) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	122 670 000	2 490 200	7 700 000	132 860 200
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou des biens, de l'équipement et des services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme de la sécurité humaine et du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2007 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	682 131 000	(500 000)	707 000	682 338 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 400 000	.....	.....	78 400 000
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33).....	4 200 000	.....	.....	4 200 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (S.R. 1985, ch. D-2).....	250 000	.....	.....	250 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> S.R. 1985, ch. R-8).....	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses budgétaires.....	2 111 324 844	15 281 865	15 799 940	2 142 406 649
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33) (non budgétaire).....	88 200 000	.....	.....	88 200 000
Total des dépenses non budgétaires.....	88 200 000	.....	.....	88 200 000
Total du Ministère.....	2 199 524 844	15 281 865	15 799 940	2 230 606 649
Corporation commerciale canadienne				
15 Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 185 000	.....	.....	15 185 000
Total de l'organisme	15 185 000	.....	.....	15 185 000
Agence canadienne de développement international				
20 Dépenses de fonctionnement et autorisation :				
a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;				
b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :				
i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....	224 674 000	.....	.....	224 674 000

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
25a Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	2 553 452 000	(5 937 000)	215 400 000	2 762 915 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 784 000	.....	.....	25 784 000
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	257 861 000	.....	.....	257 861 000
Total des dépenses budgétaires.....	3 061 847 422	(5 937 000)	215 400 000	3 271 310 422
L30a Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$ (215 032 000 \$ + 12 000 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	.....	1	2
(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital (non budgétaire).....	8 004 000	.....	.....	8 004 000
Total des dépenses non budgétaires.....	8 004 001	.....	1	8 004 002
Total de l'organisme	3 069 851 423	(5 937 000)	215 400 001	3 279 314 424
Centre de recherches pour le développement international				
35 Versements au Centre de recherches pour le développement international	149 995 000	.....	.....	149 995 000
Total de l'organisme	149 995 000	.....	.....	149 995 000
Commission mixte internationale				
40 Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	7 925 000	.....	.....	7 925 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	548 000	.....	.....	548 000
Total de l'organisme	8 473 000	.....	.....	8 473 000
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
45 Dépenses du Programme.....	2 814 000	.....	.....	2 814 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	190 000	.....	.....	190 000
Total de l'organisme	3 004 000	.....	.....	3 004 000
Total du portefeuille.....	5 446 033 267	9 344 865	231 199 941	5 686 578 073

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la réinstallation de la chancellerie de Moscou.....	.....	7 700	.....	7 700
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal).....	4 440	.....	.....	4 440
Fonds pour des mesures internationales à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada (poste horizontal).....	1 206	.....	707	1 913
Fonds pour les pêches internationales afin d'assurer la durabilité environnementale et économique (poste horizontal).....	994	.....	.....	994
Fonds pour la mise en œuvre du projet de loi C-3, <i>Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (poste horizontal).....	427	.....	.....	427
Fonds pour des initiatives à l'appui des cinq priorités du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité annoncées par les leaders nord-américains dans le cadre du sommet tenu à Montebello en août 2007 (poste horizontal).....	327	.....	.....	327
Total des crédits à adopter	7 394	7 700	707	15 801
Transferts				
Transfert de l'Agence canadienne de développement international (5 937 \$), de l'Agence des services frontaliers du Canada (3 061 \$), de Patrimoine canadien (685 \$), de l'Agence de la santé publique du Canada (631 \$) et d'Anciens Combattants (100 \$) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	8 255	2 159	.....	10 414
Transfert du Service canadien du renseignement de sécurité – Pour des coûts de fonctionnement et des coûts en capital supplémentaires pour des missions à l'étranger.....	2 435	265	.....	2 700
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire (1 000 \$), de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (750 \$), de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (750 \$) – Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine (PPNA) tel que convenu dans l'accord cadre sur la gouvernance de 2008.....	2 500	.....	.....	2 500
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir.....	1 936	66	.....	2 002
Réaffectation des ressources à l'interne – Économies liées au programme de contributions ayant trait aux relations universitaires en raison d'une baisse des études canadiennes en Europe qui serviront à compenser les réductions du Comité d'examen des dépenses apportés aux dépenses de fonctionnement.....	1 000	.....	(1 000)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le XII ^e Sommet de la Francophonie à Québec en 2008.....	(500)	.....	500	.....
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour assumer les frais reliés à l'augmentation des demandes provenant de participants étrangers dans le cadre du programme international pour les jeunes.....	(2 334)	.....	.....	(2 334)
Total des transferts	13 292	2 490	(500)	15 282
Présent budget supplémentaire des dépenses	20 686	10 190	207	31 083

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
Activités de la communauté francophone internationale.....	500 000	.....
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto	477 000	.....
Accords environnementaux internationaux.....	230 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 207 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 000 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	207 000	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit L30	Total
Financement à l'appui du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	109 000	.....	109 000
Fonds pour l'accroissement de la programmation bilatérale en Afrique afin de soutenir l'engagement du Canada au G8 de doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2008-2009	80 000	.....	80 000
Subventions aux Nations Unies et à des organisations internationales pour de l'aide humanitaire destinée aux réfugiés palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et pour de l'aide alimentaire et non alimentaire d'urgence destinées aux pays dans le besoins	65 000	.....	65 000
Fonds pour appuyer le gouvernement canadien afin qu'il mette en branle ses nouveaux engagements visant à soutenir la gouvernance régionale, la prospérité, la sécurité et la croissance économique dans les Antilles, en Amérique centrale et en Amérique du Sud	13 920	.....	13 920
Fonds pour respecter la promesse du Canada à l'égard de la onzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement, permettant ainsi à la Banque africaine de développement de poursuivre ses activités soit d'offrir aux pays les plus pauvres d'Afrique des prêts sans intérêt et des subventions	12 000	.....	12 000
Fonds pour couvrir les augmentations au montant net de la part accordée à l'Aide publique au développement que le Canada verse aux Nations Unies et à ses organismes spécialisés ainsi qu'à d'autres organismes multilatéraux	480	.....	480
Hausse du plafond de l'émission et des paiements aux comptes du fonds d'institutions financières internationales .....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	280 400	.....	280 400
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	65 000	.....	65 000
Total des crédits à adopter	215 400	.....	215 400
Transferts			
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(5 937)	.....	(5 937)
Présent budget supplémentaire des dépenses	209 463	.....	209 463

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 65 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une conversion des contributions en subventions liées à l'aide internationale.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Agence canadienne de développement international

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions pour la programmation multilatérale – Subventions pour l’aide au développement, l’assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l’égard d’opérations, de programmes, de projets, d’activités et d’appels mondiaux; de même qu’à l’appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	216 480 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions pour la programmation bilatérale – Contributions pour l’aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées en vertu d’une autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l’appui de projets, de programmes et d’activités d’aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	63 920 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	280 400 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>65 000 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>5 937 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	209 463 000	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et			
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;			
	d) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	665 419 000	(6 601 000)	181 432 715	840 250 715
5	Dépenses en capital et			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....			
	22 739 000	.....	.....	22 739 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 295 192 \$ du crédit 10 (Santé), de 137 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 124 312 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 25 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	5 314 881 000	582 204	302 623 000	5 618 086 204
15	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....			
	27 600 000	.....	.....	27 600 000

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
20a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	5 268 000	3 000 000	1	8 268 001
25a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	21 444 000	2 000 000	1	23 444 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52 356 000	.....	.....	52 356 000
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	74 316 000	.....	.....	74 316 000
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
Total des dépenses budgétaires.....	6 206 973 422	(1 018 796)	484 055 717	6 690 010 343
L30 Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	25 903 000	.....	.....	25 903 000
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	34 600 000	.....	.....	34 600 000
Total des dépenses non budgétaires.....	60 503 000	.....	.....	60 503 000
Total du Ministère.....	6 267 476 422	(1 018 796)	484 055 717	6 750 513 343
Commission canadienne des affaires polaires				
40 Dépenses du Programme et contributions.....	919 000	.....	.....	919 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 000	.....	.....	71 000
Total de l'organisme	990 000	.....	.....	990 000

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Institut de la statistique des Premières nations				
45 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	4 300 000	.....	.....	4 300 000
Total de l'organisme	4 300 000	.....	.....	4 300 000
Commission des revendications particulières des Indiens				
50 Dépenses du Programme.....	3 867 000	.....	.....	3 867 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	362 000	.....	.....	362 000
Total de l'organisme	4 229 000	.....	.....	4 229 000
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
55 Dépenses de fonctionnement	275 726 000	.....	.....	275 726 000
60 Contributions	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 969 000	.....	.....	8 969 000
Total de l'organisme	294 695 000	.....	.....	294 695 000
Total du portefeuille.....	6 571 690 422	(1 018 796)	484 055 717	7 054 727 343

Nota : Dans le cadre du projet gazier Mackenzie, en vertu du décret C.P. 2007-1888, la responsabilité du Secrétariat chargé de la coordination des projets fédéraux et du Bureau de la préparation des pipelines a été transférée du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère de l'Industrie (1 601 000 \$).

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour des règlements extrajudiciaires.....	163 500	.....	.....	.....	163 500
Fonds destinés à la mise en œuvre du plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations, afin d'assurer l'accès continu à des services sûrs en matière d'eau potable et d'eaux usées (<i>poste horizontal</i>).....	14 579	122 650	.....	.....	137 229
Paielements aux Cris du Québec pour régler les questions de mise en œuvre afférentes à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et versements à la Société Makivik relativement aux logements des Inuits de Chisasibi.....	.....	100 750	.....	.....	100 750
Fonds pour la mise au point définitive des ententes sur les legs olympiques pour les Premières nations Musqueam et Tsleil-Waututh.....	.....	34 000	.....	.....	34 000
Fonds pour des services de prévention et de protection à l'intention des familles et des enfants dans les réserves dans le cadre du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations offert en Alberta...	345	18 300	.....	.....	18 645
Fonds pour l'Accord sur les revendications territoriales globale des Inuits du Nunavik.....	.....	13 153	.....	.....	13 153
Fonds pour soutenir le gouvernement du Nunavut dans ses efforts pour renforcer sa gestion, ses pratiques et ses systèmes financiers.....	.....	9 500	.....	.....	9 500
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives d'adaptation à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 450	3 100	.....	.....	4 550
Fonds pour apporter des modifications à la <i>Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes</i> et à son règlement et pour appuyer les activités de modernisation de Pétrole et gaz des Indiens du Canada.....	1 558	670	.....	.....	2 228
Fonds afin de promouvoir le développement régional dans les trois territoires canadiens.....	.....	500	.....	.....	500
Fonds pour des subventions à la Bande indienne Sechelt en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt</i>.....	.....	80	.....	.....	80
Montant brut des crédits à adopter	181 432	302 703	.....	.....	484 135
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	80	.....	.....	80
Total des crédits à adopter	181 432	302 623	.....	.....	484 055
Transferts					
Transfert de Santé – Pour l'augmentation des subventions à la Bande indienne Sechelt en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt</i>...	.....	295	.....	.....	295
Transfert de la Défense nationale – Pour couvrir les dépenses encourues en soutien du Programme des munitions explosives non explosées et des anciens sites.....	.....	138	.....	.....	138

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 20	Crédit 25	Total
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	124	.....	.....	124
Transfert de l'Agence spatiale canadienne – Pour le programme de formation scientifique dans le Nord .....	.....	25	.....	.....	25
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le financement de «Gestion efficace des droits des peuples autochtones Métis».....	(5 000)	.....	3 000	2 000	.....
Transfert à Industrie – Pour soutenir le projet gazier du Mackenzie	(1 601)	.....	.....	.....	(1 601)
Total des transferts	(6 601)	582	3 000	2 000	(1 019)
Présent budget supplémentaire des dépenses	174 831	303 205	3 000	2 000	483 036

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 79 763 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réaffectation à l'interne liée à la mise en œuvre de l'autonomie gouvernementale; ces fonds serviront à augmenter les subventions versées à la Bande indienne Sechelt afin de compenser l'augmentation des niveaux de prix et de la population.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Versements aux Cris du Québec pour régler les questions découlant de la mise la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.....	100 000 000	.....
Subvention à la bande indienne des pour les legs olympiques de 2010.....	17 000 000	.....
Subvention à la nation Tsleil-Waututh pour les legs olympiques de 2010.....	17 000 000	.....
Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	7 800 000	.....
Subventions à la Bande indienne Sechelt en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt</i>	374 955	.....
Subvention pour le perfectionnement des connaissances scientifiques sur le Nord.....	25 000	.....
Montant total brut des subventions	142 199 955	.....
<u>Contributions</u>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	122 650 000	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social.....	18 300 000	.....
Contributions visant à améliorer la capacité de gestion financière et les installations de réseaux du gouvernement du Nunavut	9 500 000	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	6 103 000	.....
Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord.....	3 100 000	.....
Programme de contributions de l'Interlocuteur fédéral.....	2 000 000	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	670 000	.....
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	624 312	.....
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	137 700	.....
Montant total brut des contributions	163 085 012	.....
Montant total brut des paiements de transfert	305 284 967	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>79 763</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	305 205 204	.....

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	44 104 000	.....	80 565	44 184 565
5a Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	237 959 000	.....	300 000	238 259 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 324 000	.....	.....	5 324 000
Total du portefeuille.....	287 387 000	.....	380 565	287 767 565

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour le déménagement du Planétarium de Montréal.....	.....	300	300
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	81	.....	81
Présent budget supplémentaire des dépenses	81	300	381

Paiements de transfert (dollars)

<u>Contributions</u>	Crédit	Législatif
Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités	300 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	81 862 000	.....	106 085	81 968 085
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	238 346 000	(750 000)	.....	237 596 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 017 000	.....	.....	8 017 000
	Total du Ministère.....	328 225 000	(750 000)	106 085	327 581 085
Société d'expansion du Cap-Breton					
10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	8 650 000	.....	.....	8 650 000
	Total de l'organisme	8 650 000	.....	.....	8 650 000
	Total du portefeuille.....	336 875 000	(750 000)	106 085	336 231 085

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	106	.....	106
Transferts			
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine (PPNA) tel que convenu dans l'accord cadre de gouvernance de 2008.....	.....	(750)	(750)
Présent budget supplémentaire des dépenses	106	(750)	(644)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 22 021 032 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 933 062 000	22 021 032	97 980 681	3 053 063 713
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	400 644 000	.....	.....	400 644 000
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	219 000 000	.....	.....	219 000 000
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	161 263 000	.....	.....	161 263 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	23 316 000	.....	.....	23 316 000
Total du portefeuille.....	3 737 361 422	22 021 032	97 980 681	3 857 363 135

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds pour la définition, la transition et le maintien des responsabilités qu'assume l'Agence concernant l'administration de l'impôt sur le revenu des sociétés pour l'Ontario.....	64 969
Fonds à l'appui des mesures visant l'impôt des particuliers, la réduction du taux de la taxe sur les produits et services et les mesures liées à la taxe de vente et d'accise : droits d'accise sur le tabac, comme indiqué dans l'Énoncé économique 2007.....	17 880
Fonds pour la mise en œuvre des initiatives prévues dans le budget fédéral de 2008, notamment pour les améliorations administratives à la recherche scientifique et au développement expérimental, les mesures visant les droits d'accise, les mesures visant la taxe sur les produits et services dans le cas d'établissements de soins prolongés pour bénéficiaires internes et la lutte contre le financement du terrorisme par l'intermédiaire des organismes de bienfaisance.....	7 797
Fonds à l'appui des activités liées au Programme d'incitation pour congrès étrangers et voyages organisés.....	6 226
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	1 109
Total des crédits à adopter	97 981

Transferts

Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour l'augmentation des frais liés à l'aménagement des locaux et aux services immobiliers.....	22 021
---	--------

Présent budget supplémentaire des dépenses **120 002**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 275 000 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	530 761 000	(6 501 700)	139 183 207	663 442 507
5a	Dépenses en capital.....	32 022 000	.....	860 000	32 882 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	378 993 232	.....	157 497 000	536 490 232
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières et de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié. ...	1	.....	.....	1
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	.....	.....	1
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 236 000	.....	.....	69 236 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité.....	655 200 000	.....	.....	655 200 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection.....	388 700 000	.....	.....	388 700 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement.....	159 489 000	.....	.....	159 489 000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C., 1997, ch. C-34).....	137 500 000	.....	.....	137 500 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	108 400 000	.....	.....	108 400 000
(L) Contributions à l'appui du Programme Agri-investissement pour l'élément de coûts de production.....	100 000 000	.....	.....	100 000 000
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> (L.R., 1985, ch. 25 [3 ^e suppl.]).....	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R., 1985, ch. F-4).....	200 000	.....	.....	200 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel.....	.....	.....	.....	.....
Total du Ministère.....	2 569 577 656	(6 501 700)	297 540 207	2 860 616 163
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	3 672 000	.....	.....	3 672 000
Total de l'organisme.....	3 672 000	.....	.....	3 672 000
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30a Dépenses de fonctionnement et contributions.....	471 919 000	.....	37 458 117	509 377 117
35a Dépenses en capital.....	34 669 000	.....	5 556 000	40 225 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	67 475 000	.....	.....	67 475 000
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C., 1997, ch. 6).....	1 500 000	.....	.....	1 500 000
Total de l'organisme.....	575 563 000	.....	43 014 117	618 577 117
Commission canadienne des grains				
40a Dépenses du Programme.....	4 756 000	.....	26 500 000	31 256 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	577 000	.....	.....	577 000
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(120 000)	.....	.....	(120 000)
Total de l'organisme.....	5 213 000	.....	26 500 000	31 713 000
Total du portefeuille.....	3 154 025 656	(6 501 700)	367 054 324	3 514 578 280

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir	126 850	860	157 497	285 207
Fonds pour mettre en place un cadre d'intervention en cas de catastrophe qui fournit un processus coordonné permettant aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'intervenir rapidement en cas de catastrophes agricoles (Programme Agri-relance).....	11 857	.....	.....	11 857
Fonds pour le Programme d'expositions et le Programme d'expositions rurales du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	476	.....	.....	476
Total des crédits à adopter	139 183	860	157 497	297 540
Transferts				
Transfert de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour appuyer les responsabilités du ministre pour la représentation régionale de Saskatchewan.....	275	.....	.....	275
Transfert à Sécurité public et Protection civile – Pour appuyer les responsabilités du ministre pour la représentation régionale de la Colombie-Britannique	(275)	.....	.....	(275)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine (PPNA) tel que convenu dans l'accord cadre sur la gouvernance de 2008	(1 000)	.....	.....	(1 000)
Transferts à Santé (3 500 \$) et à Affaires étrangères et Commerce international (2 002 \$) – Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir	(5 502)	.....	.....	(5 502)
Total des transferts	(6 502)	.....	.....	(6 502)
Présent budget supplémentaire des dépenses	132 681	860	157 497	291 038

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Environnement	93 320 000	.....
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Science et innovation.....	26 040 000	.....
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Salubrité et qualité des aliments.....	17 060 000	.....
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – International.....	10 000 000	.....
Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives.....	5 677 000	.....
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Renouveau	5 400 000	.....
Total des paiements de transfert	157 497 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Total
Fonds pour renforcer et moderniser le système canadien de salubrité des aliments et celui d'innocuité des produits de santé et de consommation afin de protéger la santé des Canadiens, par l'entremise d'investissements dans les programmes et de modifications législatives (<i>poste horizontal</i>).....	14 347	5 556	19 903
Fonds pour maintenir en activité des éléments qui devaient être éliminés graduellement du programme de l'encéphalopathie spongiforme bovine.....	18 276	.....	18 276
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	4 000	.....	4 000
Fonds pour des initiatives à l'appui des cinq priorités du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité annoncées par les leaders nord-américains dans le cadre du sommet tenu à Montebello en août 2007 (<i>poste horizontal</i>).....	835	.....	835
Présent budget supplémentaire des dépenses	37 458	5 556	43 014

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission canadienne des grains

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des grains demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour dispenser des programmes de base afin de remplir son mandat d'établir et de maintenir les normes en matière de qualité des grains et de réglementer la manutention du grain de façon à appuyer l'industrie du grain du Canada	26 500

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	970 553 000	(2 100 000)	.....	968 453 000
5 Dépenses en capital.....	22 862 000	.....	.....	22 862 000
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	2 353 719 000	.....	29 300 000	2 383 019 000
15a Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Anciens Combattants) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	9 573 000	2 000 000	1	11 573 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	40 696 000	.....	.....	40 696 000
(L) Ministre des Anciens Combattants – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants.....	175 000	.....	.....	175 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C., 1970, ch. V-4).....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (S.R.C., 1970, ch. W-4).....	2 000	.....	.....	2 000
Total du portefeuille.....	3 397 676 422	(100 000)	29 300 001	3 426 876 423

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens Combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds afin d'offrir les services d'entretien ménager et d'entretien de terrain dans le cadre du Programme pour l'autonomie des anciens combattants (PAAC) aux survivants à faible revenu ou handicapés de clients anciens combattants du temps de guerre qui n'étaient pas bénéficiaires du PAAC au moment de leur décès .....	.....	29 300	.....	29 300
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour combler le manque à gagner lié aux dépenses de fonctionnement pour faire suite à la nomination de nouveaux gouverneurs en conseil au Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	(2 000)	.....	2 000	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(100)	.....	.....	(100)
Total des transferts	(2 100)	.....	2 000	(100)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(2 100)	29 300	2 000	29 200

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	29 300 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 334 075 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	396 156 643	2 174 075	19 020 955	417 351 673
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	884 648 355	.....	.....	884 648 355
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	38 621 001	.....	.....	38 621 001
(L)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
	Total des dépenses budgétaires.....	1 319 502 421	2 174 075	19 020 955	1 340 697 451
(L)	Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (2001, c. 27)	1	.....	.....	1
	Total des dépenses non budgétaires.....	1	.....	.....	1
	Total du Ministère.....	1 319 502 422	2 174 075	19 020 955	1 340 697 452
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
10	Dépenses du Programme.....	100 540 000	.....	.....	100 540 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 837 000	.....	.....	12 837 000
	Total de l'organisme	113 377 000	.....	.....	113 377 000
	Total du portefeuille.....	1 432 879 422	2 174 075	19 020 955	1 454 074 452

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds pour la modernisation du système d'immigration et la gestion de l'arriéré.....	7 980
Fonds pour améliorer la gestion de l'identité et la sécurité dans le cadre du programme d'immigration temporaire par le biais de la biométrie	7 096
Fonds pour la mise en œuvre du projet de loi C-3, <i>Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (poste horizontal)</i>	3 944
Total des crédits à adopter	19 020
Transferts	
Transfert de Affaires étrangères et Commerce international – Pour assumer les frais reliés à l'augmentation des demandes provenant de participants étrangers dans le cadre du programme international pour les jeunes.....	2 334
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, à l'intégration et à la diversité (projet Métropolis)	(160)
Total des transferts	2 174
Présent budget supplémentaire des dépenses	21 194

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat					
1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	165 237 000	.....	.....	165 237 000
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	7 141 000	.....	.....	7 141 000
20	Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1 861 000 000	.....	.....	1 861 000 000
25	Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	1 200 000 000	.....	.....	1 200 000 000

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
30	Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans la fonction publique, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements aux montants compensatoires.....			
	500 000 000	.....	.....	500 000 000
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés			
	20 472 000	.....	.....	20 472 000
(L)	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile			
	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (S.R., 1970, ch. P-33)			
	20 000	.....	.....	20 000
	4 503 946 422	.....	.....	4 503 946 422
	École de la fonction publique du Canada			
35	Dépenses du Programme.....			
	58 529 000	.....	.....	58 529 000
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés			
	6 072 000	.....	.....	6 072 000
(L)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l’École de la fonction publique du Canada</i>			
	32 000 000	.....	.....	32 000 000
	96 601 000	.....	.....	96 601 000
	Commissariat à l’intégrité du secteur public			
40	Dépenses du Programme.....			
	6 033 000	.....	.....	6 033 000
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés			
	520 000	.....	.....	520 000
	6 553 000	.....	.....	6 553 000
	Bureau du directeur des lobbyistes			
45	Dépenses du Programme.....			
	4 097 000	.....	.....	4 097 000
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés			
	416 000	.....	.....	416 000
	4 513 000	.....	.....	4 513 000
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada			
50a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 338 159 \$ du crédit 1 (Défense nationale) et de 144 457 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	64 570 000	482 616	2 454 488	67 507 104
(L)	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés			
	8 364 000	.....	.....	8 364 000
	72 934 000	482 616	2 454 488	75 871 104
	4 684 547 422	482 616	2 454 488	4 687 484 526

CONSEIL DU TRÉSOR

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds à l'appui d'un programme d'apprentissage élaboré conjointement avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada, afin d'améliorer les relations patronales-syndicales	1 319
Fonds pour la continuation du Programme de la réforme de la classification.....	1 135
Total des crédits à adopter	2 454
Transferts	
Transfert de la Défense nationale (338 \$) et Pêches et Océans (144 \$) – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	482
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 936

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	110 568 000	.....	1 594 000	112 162 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	12 348 000	.....	.....	12 348 000
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile.....	157 422	.....	.....	157 422
(L)	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des Communes et ministre de la réforme démocratique – Traitement et allocation pour automobile.....	.....	.....	76 422	76 422
	Total du Ministère.....	123 226 266	.....	1 670 422	124 896 688
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
5	Dépenses du Programme.....	6 075 000	.....	.....	6 075 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	439 000	.....	.....	439 000
	Total de l'organisme.....	6 514 000	.....	.....	6 514 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
10	Dépenses du Programme.....	25 589 000	.....	.....	25 589 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 394 000	.....	.....	3 394 000
	Total de l'organisme.....	28 983 000	.....	.....	28 983 000
Directeur général des élections					
15a	Dépenses du Programme.....	22 062 000	.....	1 508 641	23 570 641
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 861 000	.....	.....	3 861 000
(L)	Dépenses d'élections.....	84 318 000	.....	.....	84 318 000
(L)	Traitement du directeur général des élections.....	259 500	.....	.....	259 500
	Total de l'organisme.....	110 500 500	.....	1 508 641	112 009 141
Commissaire aux langues officielles					
20	Commissariat aux langues officielles – Dépenses du Programme.....	17 764 000	.....	.....	17 764 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 142 000	.....	.....	2 142 000
	Total de l'organisme.....	19 906 000	.....	.....	19 906 000

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat de la Commission des nominations publiques					
25	Dépenses du Programme.....	945 000	.....	.....	945 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 000	.....	.....	122 000
	Total de l'organisme	1 067 000	.....	.....	1 067 000
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité					
30	Dépenses du Programme.....	2 637 000	.....	.....	2 637 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	284 000	.....	.....	284 000
	Total de l'organisme	2 921 000	.....	.....	2 921 000
	Total du portefeuille.....	293 117 766	.....	3 179 063	296 296 829

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Législatif	Total
Financement du bureau du coordonnateur de la sécurité des Jeux olympiques de 2010 et du G8.....	1 594	.....	1 594
Crédits législatifs			
Leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique – Traitement et allocation pour automobile.....	.....	76	76
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 594	76	1 670

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Directeur général des élections

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Directeur général des élections demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour exécuter les programmes en fonction des récentes modifications législatives et pour satisfaire aux exigences du nouvel environnement informatique.....	1 509

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 688 336 560 \$ totalisant à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 218 030 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 852 025 \$ du crédit 85 (Industrie) et de 358 000 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de				
	13 519 620 000	(630 353)	125 453 786	13 644 443 433	
5a	Dépenses en capital.....	3 356 705 000	(2 508 708)	419 037 085	3 773 233 377
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....				
	192 395 560	.....	.....	192 395 560
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	278 456 084	278 456 084
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	938 131 916	938 131 916
(L)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	76 422	76 422

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	6 796 400	.....	.....	6 796 400
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R., 1970, ch. D-3).....	1 492 700	.....	.....	1 492 700
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	82 340	.....	.....	82 340
Total du Ministère.....	18 293 756 422	(3 139 061)	544 490 871	18 835 108 232
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	5 864 000	.....	.....	5 864 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	572 000	.....	.....	572 000
Total de l'organisme	6 436 000	.....	.....	6 436 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20 Dépenses du Programme.....	3 150 000	.....	.....	3 150 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	281 000	.....	.....	281 000
Total de l'organisme	3 431 000	.....	.....	3 431 000
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
23a Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 364 519 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>.....	.....	1 364 519	1	1 364 520
Total de l'organisme .....	.....	1 364 519	1	1 364 520
Total du portefeuille.....	18 303 623 422	(1 774 542)	544 490 872	18 846 339 752

Nota : En vertu du décret C.P. 1996-1491, le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications est désigné comme «ministère» pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds avancés pour le grand projet d'immobilisation (équipement) pour assurer la capacité de transport aérien.....	.....	557 343	557 343
Fonds pour l'indemnité de service en campagne.....	120 000	.....	120 000
Fonds pour l'établissement et l'extension du Centre canadien de recherches policières	5 448	300	5 748
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	6	.....	6
Montant brut des crédits à adopter	125 454	557 643	683 097
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	138 606	138 606
Total des crédits à adopter	125 454	419 037	544 491
Transferts			
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada.....	800	.....	800
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (280 \$) et du Conseil de recherches en sciences humaines (53 \$) – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada	333	.....	333
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada – Pour appuyer les chaires de recherches industrielles au Collège militaire royal du Canada	78	.....	78
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour couvrir les dépenses encourues en soutien du Programme des munitions explosives non explosées et des anciens sites	(138)	.....	(138)
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(338)	.....	(338)
Transfert à Environnement (507 \$) et à Pêches et Océans (157 \$) – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada .....	.....	(664)	(664)
Transfert au Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications – Pour appuyer le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	(1 365)	.....	(1 365)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada (1 665 \$) et à Environnement (180 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique.....	.....	(1 845)	(1 845)
Total des transferts	(630)	(2 509)	(3 139)
Présent budget supplémentaire des dépenses	124 824	416 528	541 352

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés de 138 605 637 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés aux délais dans le Projet des hélicoptères de transport moyen à lourd.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts

Crédit 23

Transfert de la Défense nationale – Pour appuyer le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1 365
---	--------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	48 753 000	(275 000)	.....	48 478 000
5a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	215 271 000	(750 000)	.....	214 521 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 322 000	.....	.....	5 322 000
Total du portefeuille.....	269 346 000	(1 025 000)	.....	268 321 000

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert à Agriculture et Agroalimentaire – Pour appuyer les responsabilités du ministre pour la représentation régionale de Saskatchewan	(275)	.....	(275)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine (PPNA) tel que convenu dans l'accord cadre de gouvernance de 2008 .....	.....	(750)	(750)
Total des transferts	(275)	(750)	(1 025)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(275)	(750)	(1 025)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;			
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;			
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;			
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;			
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;			
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit;			
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 506 761 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	665 201 000	506 761	38 514 598	704 222 359
5a	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 180 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	43 536 000	180 000	2 585 000	46 301 000

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services.....	165 065 000	.....	32 845 117	197 910 117
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 648 000	.....	.....	83 648 000
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total du Ministère.....	957 526 422	686 761	73 944 715	1 032 157 898
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15 Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	31 514 000	.....	.....	31 514 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 942 000	.....	.....	2 942 000
Total de l'organisme	34 456 000	.....	.....	34 456 000
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20 Dépenses du Programme.....	4 723 000	.....	.....	4 723 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	411 000	.....	.....	411 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	.....	.....	20 000
Total de l'organisme	5 154 000	.....	.....	5 154 000
Agence Parcs Canada				
25 Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières.....	455 025 000	.....	.....	455 025 000
30 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	500 000	.....	.....	500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	44 019 000	.....	.....	44 019 000
(L) Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	111 000 000
Total de l'organisme	610 544 000	.....	.....	610 544 000
Total du portefeuille.....	1 607 680 422	686 761	73 944 715	1 682 311 898

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la mise en œuvre du Programme national de mise à la ferraille des véhicules à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada.....	8 300	.....	22 960	31 260
Fonds pour améliorer la capacité d'application de la loi environnementale.....	13 061	2 195	.....	15 256
Fonds pour la mise en œuvre des initiatives sur les eaux douces canadiennes pour résoudre les problèmes de pollution de l'eau des écosystèmes des Grands Lacs, du lac Simcoe et du bassin du lac Winnipeg.....	5 558	390	5 667	11 615
Fonds pour des mesures internationales à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	3 859	.....	4 218	8 077
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives d'adaptation à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	4 625	.....	.....	4 625
Fonds pour couvrir l'augmentation du loyer du Centre environnemental du Pacifique.....	1 735	.....	.....	1 735
Fonds pour des initiatives à l'appui des cinq priorités du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité annoncées par les leaders nord-américains dans le cadre du sommet tenu à Montebello en août 2007 (<i>poste horizontal</i>).....	1 363	.....	.....	1 363
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	15	.....	.....	15
Total des crédits à adopter	38 516	2 585	32 845	73 946
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	507	.....	.....	507
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique.....	.....	180	.....	180
Total des transferts	507	180	.....	687
Présent budget supplémentaire des dépenses	39 023	2 765	32 845	74 633

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme national de mise à la ferraille des véhicules.....	22 960 000	.....
Programmes en matière d'eau douce (Grands Lacs, lac Winnipeg et lac Simcoe).....	5 667 117	.....
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	4 118 000	.....
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	100 000	.....
Total des paiements de transfert	32 845 117	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	89 793 000	.....	6 608 199	96 401 199
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	374 800 000	.....	.....	374 800 000
<u>7a</u>	Aux fins du paragraphe 193(4) de la <i>Loi d'exécution du budget de 2006</i> , le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques visées par une police d'assurance faisant l'objet d'un accord qui ne doit en aucun temps dépasser 250 000 000 000 \$.....	.....	.....	1	1
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 910 000	.....	.....	11 910 000
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts	33 683 000 000	.....	.....	33 683 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	22 629 304 000	.....	.....	22 629 304 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	13 619 924 000	.....	.....	13 619 924 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	10 557 729 000	.....	.....	10 557 729 000
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	2 312 939 000	.....	.....	2 312 939 000
(L)	Paievements à l'Association internationale de développement (L.R. 1985, ch. B-7).....	318 280 000	.....	.....	318 280 000
(L)	Paievement à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	150 000 000	.....	.....	150 000 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne.....	147 000 000	.....	.....	147 000 000
(L)	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(717 374 000)	.....	45 516 000	(671 858 000)
(L)	Paievements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(3 256 839 000)	.....	208 950 000	(3 047 889 000)
(L)	Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	.....	.....	180 000 000	180 000 000
	Total des dépenses budgétaires.....	79 952 542 422	.....	441 074 200	80 393 616 622

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
L10a Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement				
	1	.....	1	2
(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital (non-budgétaire) (L.C. 1991, ch. 12)	3 075 000	.....	.....	3 075 000
Total des dépenses non budgétaires	3 075 001	.....	1	3 075 002
Total du Ministère	79 955 617 423	.....	441 074 201	80 396 691 624
Vérificateur général				
15 Dépenses du Programme	72 239 000	.....	.....	72 239 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 620 000	.....	.....	9 620 000
Total de l'organisme	81 859 000	.....	.....	81 859 000
Tribunal canadien du commerce extérieur				
20 Tribunal canadien du commerce extérieur - Dépenses du Programme	8 984 000	.....	.....	8 984 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 168 000	.....	.....	1 168 000
Total de l'organisme	10 152 000	.....	.....	10 152 000
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
25 Dépenses du Programme	49 391 000	.....	.....	49 391 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 235 000	.....	.....	4 235 000
Total de l'organisme	53 626 000	.....	.....	53 626 000
Bureau du surintendant des institutions financières				
30 Dépenses du Programme	853 000	.....	.....	853 000
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 17(2) de la Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières (L.R., 1985, ch. 18 [3 ^e suppl.])	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	853 001	.....	.....	853 001
PPP Canada Inc.				
32a Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes .....	.....	.....	2 900 000	2 900 000
33a Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3 .....	.....	.....	92 600 000	92 600 000
(L) Paiements à PPP Canada Inc. (Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007) .....	.....	.....	5 000 000	5 000 000
Total de l'organisme .....	.....	.....	100 500 000	100 500 000
Total du portefeuille	80 102 107 424	.....	541 574 201	80 643 681 625

Nota : En vertu du décret C.P. 2008-0243, la Corporation de développement des investissements du Canada est autorisée à constituer une filiale à cent pour cent sous le nom Canada Inc.

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 7	Crédit L10	Total
Fonds destinés au Groupe consultatif sur le régime canadien de fiscalité internationale et à son secrétariat pour examiner le régime de fiscalité du Canada.....	3 760	.....	.....	3 760
Fonds à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières pour aider à créer un avantage pour le Canada sur les marchés de capitaux mondiaux.....	2 848	.....	.....	2 848
Total des crédits à adopter	6 608	.....	.....	6 608
Crédits législatifs				
Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux.....				254 466
Incitatif financier provisoire pour les provinces qui aboliront leurs impôts sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....				180 000
Total des crédits législatifs				434 466
Présent budget supplémentaire des dépenses	6 608	.....	.....	441 074

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Autres paiements de transfert		
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (<i>Partie VI – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	208 950 000
(L) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	180 000 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	45 516 000
Total des paiements de transfert	434 466 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

PPP Canada Inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

PPP Canada Inc. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 32	Crédit 33	Total
Financement pour le fonctionnement de PPP Canada Inc. et pour l'allocation de montants provenant du Fonds P3	2 900	92 600	95 500
Crédits législatifs			
Financement pour le fonctionnement de PPP Canada Inc. et pour l'allocation de montants provenant du Fonds P3			5 000
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 900	92 600	100 500

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 601 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	332 903 000	(1 724 176)	33 319 386	364 498 210
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 325 176 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	12 596 000	3 325 176	449 050	16 370 226
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	464 272 000	.....	137 462 412	601 734 412
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50 078 000	.....	.....	50 078 000
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36).....	81 715 000	.....	.....	81 715 000
(L)	Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (Canet5).....	24 000 000	.....	(9 000 000)	15 000 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	4 852 000	.....	.....	4 852 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	2 050 000	.....	.....	2 050 000
	Total des dépenses budgétaires.....	972 542 422	1 601 000	162 230 848	1 136 374 270
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
	Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000
	Total du Ministère.....	973 342 422	1 601 000	162 230 848	1 137 174 270

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Agence spatiale canadienne					
25a	Dépenses de fonctionnement	193 110 000	(25 000)	.....	193 085 000
30a	Dépenses en capital.....	118 113 000	.....	300 000	118 413 000
35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	46 431 000	.....	.....	46 431 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 563 000	.....	.....	10 563 000
	Total de l'organisme	368 217 000	(25 000)	300 000	368 492 000
Commission canadienne du tourisme					
40	Dépenses du Programme.....	82 646 000	.....	.....	82 646 000
	Total de l'organisme	82 646 000	.....	.....	82 646 000
Tribunal de la concurrence					
45	Dépenses du Programme.....	1 546 000	.....	.....	1 546 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	153 000	.....	.....	153 000
	Total de l'organisme	1 699 000	.....	.....	1 699 000
Commission du droit d'auteur					
50	Dépenses du Programme.....	2 317 000	.....	.....	2 317 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	289 000	.....	.....	289 000
	Total de l'organisme	2 606 000	.....	.....	2 606 000
Conseil national de recherches du Canada					
55	Dépenses de fonctionnement	385 524 000	.....	.....	385 524 000
60a	Dépenses en capital.....	39 697 000	.....	2 065 000	41 762 000
65	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	143 582 000	.....	.....	143 582 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 980 000	.....	.....	45 980 000
(L)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R., 1985, ch. N-15).....	83 495 000	.....	.....	83 495 000
	Total de l'organisme	698 278 000	.....	2 065 000	700 343 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
70a	Dépenses de fonctionnement	40 650 000	.....	375 000	41 025 000
75a	Subventions inscrites au Budget des dépenses	913 426 000	(358 000)	6 310 750	919 378 750
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 129 000	.....	.....	4 129 000
	Total de l'organisme	958 205 000	(358 000)	6 685 750	964 532 750
Conseil de recherches en sciences humaines					
80a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	21 303 000	10 000	1	21 313 001
85a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 579 446 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 160 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	622 042 000	(112 579)	1	621 929 422
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 342 000	.....	.....	2 342 000
	Total de l'organisme	645 687 000	(102 579)	2	645 584 423

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Conseil canadien des normes				
90 Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 129 000	.....	.....	7 129 000
Total de l'organisme	7 129 000	.....	.....	7 129 000
Statistique Canada				
95a Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	398 872 000	.....	5 140 352	404 012 352
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 870 000	.....	.....	63 870 000
Total de l'organisme	462 742 000	.....	5 140 352	467 882 352
Total du portefeuille.....	4 200 551 422	1 115 421	176 421 952	4 378 088 795

Nota : Dans le cadre du projet gazier Mackenzie, en vertu du décret C.P. 2007-1888, la responsabilité du Secrétariat chargé de la coordination des projets fédéraux et du Bureau de la préparation des pipelines a été transférée du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien au ministère de l'Industrie (1 601 000 \$).

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour soutenir les investissements stratégiques dans l'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.....	.....	.....	121 262	121 262
Fonds pour le Programme d'eau potable de l'Ontario afin d'investir dans les infrastructures municipales urbaines et rurales en Ontario.....	.....	.....	29 100	29 100
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement.....	26 881	.....	.....	26 881
Fonds pour la Programme de développement de l'Est de l'Ontario.....	321	.....	9 600	9 921
Fonds à l'appui du programme des ordinateurs pour les écoles afin de remettre à neuf le matériel excédentaire donné qui sera réutilisé dans des établissements d'enseignement.....	809	.....	3 400	4 209
Fonds visant à aider les jeunes à acquérir des compétences en matière de technologies de l'information et des communications afin de mieux les préparer à la recherche d'un emploi.....	329	.....	3 200	3 529
Fonds pour des initiatives à l'appui des cinq priorités du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité annoncées par les leaders nord-américains dans le cadre du sommet tenu à Montebello en août 2007 (<i>poste horizontal</i>).....	2 233	.....	.....	2 233
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	1 727	.....	.....	1 727
Fonds pour la mise en œuvre des fonds complémentaires fournis à l'Ontario dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale.....	857	.....	.....	857
Fonds pour achever la modernisation du système de distribution d'eau et du système d'égouts sanitaires et pluviaux du Centre de recherches sur les communications au Campus de Shirley's Bay en Ontario.....	.....	449	.....	449
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	58	.....	.....	58
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)....	55	.....	.....	55
Fonds pour des mesures internationales à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	50	.....	.....	50
Montant brut des crédits à adopter	33 320	449	166 562	200 331
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	29 100	29 100
Total des crédits à adopter	33 320	449	137 462	171 231
Crédits législatifs				
Fonds pour CANARIE Inc. pour le développement et l'exploitation du Réseau national de pointe consacré à la recherche (Canet 5)....				(9 000)
Total des rajustements des crédits				162 231
Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour soutenir le projet gazier du.....	1 601	.....	.....	1 601
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation.....	(3 325)	3 325	.....	.....
Total des transferts	(1 724)	3 325	.....	1 601
Présent budget supplémentaire des dépenses	31 596	3 774	137 462	163 832

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 29 100 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un rajustement technique pour inscrire la subvention intitulée « Subventions dans le cadre du Programme d'eau potable de l'Ontario » qui était incorrectement inscrite à titre de contribution dans le budget principal des dépenses.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions dans le cadre du Programme d'eau potable de l'Ontario	29 100 000	.....
(L) Subvention à CANARIE inc.....	.....	(9 000 000)
Montant total brut des subventions	29 100 000	(9 000 000)
<u>Contributions</u>		
Contributions en vertu du programme Partenariat technologique Canada	121 262 370	.....
Contribution dans le cadre du Programme de développement de l'Est de l'Ontario	9 599 800	.....
Contributions dans le cadre du Programme des ordinateurs pour les écoles.....	3 400 000	.....
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – Ordinateurs pour les écoles....	3 200 242	.....
Montant total brut des contributions	137 462 412	.....
Montant total brut des paiements de transfert	166 562 412	(9 000 000)
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	29 100 000	.....
Montant net des paiements de transfert	137 462 412	(9 000 000)

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Total
Fonds pour le grand projet de l'État RADARSAT-2.....	.....	300	300
Transferts			
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le programme de formation scientifique dans le Nord.....	(25)	.....	(25)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(25)	300	275

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60
Fonds pour le projet Installation de résonance magnétique de la structure et de la fonction biomoléculaire et le projet Modernisation énergétique du M-12.....	2 065

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 70	Crédit 75	Total
Fonds pour appuyer les partenariats entre le Secteur Public et privé en recherche et en commercialisation.....	375	6 311	6 686
Transferts			
Transfert de la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherches industrielles au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(78)	(78)
Transfert de la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(280)	(280)
Total des transferts	.....	(358)	(358)
Présent budget supplémentaire des dépenses	375	5 953	6 328

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions et bourses.....	6 310 750	.....
Montant total brut des paiements de transfert	6 310 750	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>358 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	5 952 750	.....

Nota : Les inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 80	Crédit 85	Total
Transfert de Patrimoine canadien – Pour la recherche sur l’élaboration de politiques relativement à la participation sportive.....	10	579	589
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir les Centres d’excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques liées à l’immigration, à l’intégration et à la diversité (projet Métropolis).....	.....	160	160
Transfert de la Défense nationale – Pour appuyer le chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(52)	(52)
Transfert de la Défense nationale – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(800)	(800)
Présent budget supplémentaire des dépenses	10	(113)	(103)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

Statistique Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 95
Fonds pour le Recensement de l’agriculture de 2011.....	3 889
Fonds destinés à un plan d’action pour protéger la santé humaine contre les contaminants provenant de l’environnement (<i>poste horizontal</i>).....	1 251
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 140

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	265 373 000	(5 175 000)	4 477 791	264 675 791
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	367 522 000	75 000	4 592 784	372 189 784
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 281 000	.....	.....	63 281 000
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
	Total du Ministère	696 252 422	(5 100 000)	9 070 575	700 222 997
Commission canadienne des droits de la personne					
10	Dépenses du Programme	18 387 000	.....	.....	18 387 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 221 000	.....	.....	2 221 000
	Total de l'organisme	20 608 000	.....	.....	20 608 000
Tribunal canadien des droits de la personne					
15	Dépenses du Programme	3 992 000	.....	.....	3 992 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	384 000	.....	.....	384 000
	Total de l'organisme	4 376 000	.....	.....	4 376 000

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Commissaire à la magistrature fédérale					
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	7 772 000	.....	.....	7 772 000
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 594 000	.....	.....	1 594 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	824 000	.....	.....	824 000
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1)	397 971 000	.....	.....	397 971 000
	Total de l'organisme	408 161 000	.....	.....	408 161 000
Service administratif des tribunaux judiciaires					
30a	Dépenses du Programme.....	51 645 000	.....	3 048 575	54 693 575
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 194 000	.....	.....	6 194 000
	Total de l'organisme	57 839 000	.....	3 048 575	60 887 575
Bureau du directeur des poursuites pénales					
35a	Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe finances publiques, autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 100 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	124 067 000	5 100 000	12 400 000	141 567 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 630 000	.....	.....	14 630 000
	Total de l'organisme	138 697 000	5 100 000	12 400 000	156 197 000

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
40a	Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	6 733 000	.....	1 792 971	8 525 971
45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	15 898 000	.....	.....	15 898 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 861 000	.....	.....	2 861 000
	Total de l'organisme	25 492 000	.....	1 792 971	27 284 971
Cour suprême du Canada					
50	Dépenses du Programme.....	21 673 000	.....	.....	21 673 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 236 000	.....	.....	2 236 000
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., (1985), ch. J-1)	5 171 000	.....	.....	5 171 000
	Total de l'organisme	29 080 000	.....	.....	29 080 000
	Total du portefeuille.....	1 380 505 422	.....	26 312 121	1 406 817 543

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la mise en œuvre du projet de loi C-3, <i>Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (poste horizontal)</i>	4 306	4 593	8 899
Fonds pour élargir la portée de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones.....	.....	260	260
Fonds pour améliorer des activités en cours de lutte contre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants (<i>poste horizontal</i>).....	160	.....	160
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	12	.....	12
Montant brut des crédits à adopter	4 478	4 853	9 331
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	260	260
Total des crédits à adopter	4 478	4 593	9 071
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(75)	75	.....
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour les poursuites en matière de crimes liés aux drogues et à la lutte antiterroriste.....	(5 100)	.....	(5 100)
Total des transferts	(5 175)	75	(5 100)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(697)	4 668	3 971

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 260 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions en vertu du Fonds de la stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions accordées en vertu du Fonds de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones.....	260 000	.....
Montant total brut des subventions	260 000	.....
Contributions		
Contributions versées en vertu du Programme d'avocats spéciaux.....	4 592 784	.....
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones.....	75 000	.....
Montant total brut des contributions	4 667 784	.....
Montant total brut des paiements de transfert	4 927 784	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....	260 000	.....
Montant net des paiements de transfert	4 667 784	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour la mise en œuvre du projet de loi C-3, <i>Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (poste horizontal).....	3 049

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau du directeur des poursuites pénales

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des poursuites pénales demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	10 600
Fonds pour entreprendre des poursuites plus efficaces en matière des cas liés aux drogues	1 800
Total des crédits à adopter	12 400

Transferts

Transfert de Justice – Pour les poursuites en matière de crimes liés aux drogues et à la lutte antiterroriste	5 100
---	-------

Présent budget supplémentaire des dépenses	17 500
---	---------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour appuyer la fonction de vérification interne et pour instaurer la capacité de mise en œuvre du Plan d'action sur la responsabilité fédérale.....	1 793

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 529 697 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	272 193 000	(3 665 403)	3 322 774	271 850 371
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 088 827 600	1 911 102	20 982 000	1 111 720 702
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 254 000	.....	.....	28 254 000
(L)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 129 000	.....	.....	1 129 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	.....	.....	182 000
	Total du Ministère.....	1 391 299 022	(1 754 301)	24 304 774	1 413 849 495
Conseil des Arts du Canada					
10a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 1 300 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	180 526 000	1 550 000	1	182 076 001
	Total de l'organisme	180 526 000	1 550 000	1	182 076 001
Société Radio-Canada					
15	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	1 020 405 000	.....	.....	1 020 405 000
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....	91 019 000	.....	.....	91 019 000
	Total de l'organisme	1 115 424 000	.....	.....	1 115 424 000

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Musée canadien des civilisations				
30 Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	61 429 000	.....	.....	61 429 000
Total de l'organisme	61 429 000	.....	.....	61 429 000
Musée canadien de la nature				
35 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	59 176 000	.....	.....	59 176 000
Total de l'organisme	59 176 000	.....	.....	59 176 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
40a Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	1	.....	9 136 927	9 136 928
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 466 000	.....	.....	5 466 000
Total de l'organisme	5 466 001	.....	9 136 927	14 602 928
Bibliothèque et Archives du Canada				
45 Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	145 749 000	.....	.....	145 749 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 853 000	.....	.....	11 853 000
Total de l'organisme	157 602 000	.....	.....	157 602 000
Société du Centre national des Arts				
50a Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 192 640 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	49 553 000	192 640	1	49 745 641
Total de l'organisme	49 553 000	192 640	1	49 745 641
Commission des champs de bataille nationaux				
55 Dépenses du Programme.....	8 009 000	.....	.....	8 009 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	374 000	.....	.....	374 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 600 000	.....	.....	1 600 000
Total de l'organisme	9 983 000	.....	.....	9 983 000

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Office national du film					
60a	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 320 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	65 042 000	320 000	1	65 362 001
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	.....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme.....	65 042 000	320 000	1	65 362 001
Musée des beaux-arts du Canada					
65	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	45 268 000	.....	.....	45 268 000
70	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
	Total de l'organisme.....	53 268 000	.....	.....	53 268 000
Musée national des sciences et de la technologie					
75	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	31 028 000	.....	.....	31 028 000
	Total de l'organisme.....	31 028 000	.....	.....	31 028 000
Commission de la fonction publique					
80a	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling.....	84 955 000	.....	972 145	85 927 145
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	11 673 000	.....	.....	11 673 000
	Total de l'organisme.....	96 628 000	.....	972 145	97 600 145
Commission des relations de travail dans la fonction publique					
85	Dépenses du Programme.....	5 996 000	.....	.....	5 996 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	760 000	.....	.....	760 000
	Total de l'organisme.....	6 756 000	.....	.....	6 756 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique					
90	Dépenses du Programme.....	4 481 000	.....	.....	4 481 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	487 000	.....	.....	487 000
	Total de l'organisme.....	4 968 000	.....	.....	4 968 000
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles					
95	Dépenses du Programme.....	1 644 000	.....	.....	1 644 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	189 000	.....	.....	189 000
	Total de l'organisme.....	1 833 000	.....	.....	1 833 000

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice				
100a Dépenses de fonctionnement	7 499 000	.....	1 056 395	8 555 395
105a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	16 250 000	.....	5 700 000	21 950 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 012 000	.....	.....	1 012 000
Total de l'organisme	24 761 000	.....	6 756 395	31 517 395
Téléfilm Canada				
110a Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	107 172 000	550 000	1	107 722 001
Total de l'organisme	107 172 000	550 000	1	107 722 001
Total du portefeuille.....	3 421 914 023	858 339	41 170 245	3 463 942 607

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour le Programme d'accueil des jeux pour mettre en œuvre la nouvelle Politique fédérale concernant l'accueil de manifestations sportives internationales afin de soutenir la création du contenu canadien et de contribuer à l'excellence des performances	1 552	9 950	11 502
Fonds pour appuyer une série de projets partout au Canada afin de marquer le 400 ^e anniversaire de Québec	1 476	5 950	7 426
Financement pour soutenir des initiatives de participation visant à permettre à des groupes de jeunes Canadiens de participer à des forums et à des échanges réciproques (programme Échanges Canada)	295	5 082	5 377
Financement pour créer le fonds de reconnaissance de l'internement ou de la limitation de liberté de personnes dont le pays d'origine était en guerre avec le Canada pendant la Première Guerre mondiale * .....	.....	5 000	5 000
Montant brut des crédits à adopter	3 323	25 982	29 305
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	5 000	5 000
Total des crédits à adopter	3 323	20 982	24 305
Transferts			
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour les fonds reliés au transfert de la garde des biens immobiliers pour trois propriétés louées utilisées par l'Institut canadien de conservation	2 530	.....	2 530
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour créer un fonds de reconnaissance de l'internement ou de la limitation de liberté de personnes dont le pays d'origine était en guerre avec le Canada pendant la Première Guerre mondiale *	(5 000)	5 000	.....
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour la logistique du IV ^e Séminaire interaméricain sur la gestion des langues	(250)	.....	(250)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour aider les créateurs, les artistes et les entrepreneurs canadiens à produire, promouvoir et distribuer des enregistrements sonores canadiens de musique spécialisée qui reflètent la diversité des voix canadiennes	(250)	.....	(250)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour l'appui financier du Canada au Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO pour la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles .....	.....	(500)	(500)
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines – Pour la recherche sur l'élaboration de politiques relativement à la participation sportive	(10)	(579)	(589)
Transfert aux Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du Ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(685)	.....	(685)
Transferts au Conseil des Arts du Canada (800 \$), Téléfilm Canada (550 \$), l'Office national du film (320 \$), la Société du Centre national des Arts (193 \$), Affaires indiennes et du Nord canadien (124 \$) et Pêches et Océans (22 \$) – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontale</i>) .....	.....	(2 009)	(2 009)
Total des transferts	(3 665)	1 912	(1 753)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(342)	22 894	22 552

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 5 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un besoin moindre des Contributions à l'appui du Programme de reconnaissance historique des communautés.

* Un montant de 10 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subvention pour le Fonds canadien de reconnaissance de l'internement de personnes pendant la Première Guerre mondiale (<i>Les fonds d'un montant de 10 000 000 \$ affectés à ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i>)	10 000 000	.....
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	800 000	.....
Montant total brut des subventions	10 800 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions au Programme d'accueil des jeux	9 950 000	.....
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	5 582 000	.....
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	2 450 000	.....
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle.....	2 200 000	.....
Montant total brut des contributions	20 182 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	30 982 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	5 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	3 088 898	.....
Montant net des paiements de transfert	22 893 102	.....

PATRIMOINE CANADIEN

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 10
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	800
Transfert de Patrimoine canadien – Pour l'appui financier du Canada au Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO pour la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.....	500
Transfert de Patrimoine canadien – Pour aider les créateurs, les artistes et les entrepreneurs canadiens à produire, promouvoir et distribuer des enregistrements sonores canadiens de musique spécialisée qui reflètent la diversité des voix canadiennes	250
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 550

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour atténuer l'augmentation de la charge de travail relative à l'exécution de tâches de nature législative et réglementaire	9 137

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Société du Centre national des Arts

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 50
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).....	193

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Office national du film

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national du film demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 60
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	320

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission de la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>	972

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 100	Crédit 105	Total
Financement pour améliorer la sécurité économique des femmes et pour lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles.....	1 056	5 700	6 756

Paielements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	4 200 000	.....
Contributions		
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	1 500 000	.....
Total des paiements de transfert	5 700 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Téléfilm Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Téléfilm Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 110
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	550

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; d) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 156 947 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 22 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 178 250 000	(3 910 010)	5 995 286	1 180 335 276
5a Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	294 650 000	.....	3 312 000	297 962 000
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 945 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	90 461 000	3 945 000	1	94 406 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 555 000	.....	.....	118 555 000
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total du portefeuille.....	1 681 992 422	34 990	9 307 287	1 691 334 699

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour les pêches internationales afin d'assurer la durabilité environnementale et économique (<i>poste horizontal</i>).....	5 450	.....	.....	5 450
Fonds destinés au projet de réfection du Centre de contrôle de lamproie de mer.....	.....	1 735	.....	1 735
Fonds pour l'Institut océanographique de Bedford – Projet de prolongement d'une jetée.....	.....	1 300	.....	1 300
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	546	.....	.....	546
Fonds pour le projet Gestion de la sécurité des technologies de l'information.....	.....	277	.....	277
Total des crédits à adopter	5 996	3 312	.....	9 308
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	157	.....	.....	157
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	22	.....	.....	22
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le programme de contributions par catégorie pour les ports de petits bateaux.....	(3 000)	.....	3 000	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir les organismes qui font de la recherche, de la mise en valeur, de la gestion et la promotion des activités liées aux pêches et aux océans.....	(445)	.....	445	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des projets de dessaisissement dans les régions du Centre et de l'Arctique.....	(300)	.....	300	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire).....	(200)	.....	200	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(144)	.....	.....	(144)
Total des transferts	(3 910)	.....	3 945	35
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 086	3 312	3 945	9 343

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux.....	300 000	.....
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	75 000	.....
Montant total des subventions	375 000	.....
Contributions		
Contributions à l'appui du programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux.....	3 000 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	370 000	.....
Contribution à l'appui du programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	200 000	.....
Montant total des contributions	3 570 000	.....
Total des paiements de transfert	3 945 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi;			
	b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public et des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice; et			
	c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	606 106 000	.....	14 157 246	620 263 246
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	1 675 346 543	.....	61 850 000	1 737 196 543
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	232 693 050	.....	.....	232 693 050
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile			
	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile			
	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)			
	25 321 000 000	.....	.....	25 321 000 000
(L)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)			
	7 696 000 000	.....	.....	7 696 000 000
(L)	Prestation universelle pour la garde d'enfants			
	2 470 000 000	.....	.....	2 470 000 000
(L)	Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants			
	588 000 000	.....	.....	588 000 000
(L)	Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)			
	573 000 000	.....	.....	573 000 000
(L)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>			
	327 974 000	.....	.....	327 974 000
(L)	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..			
	142 868 000	.....	.....	142 868 000
(L)	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985 ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985 ch. M-6)			
	43 000 000	.....	.....	43 000 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	34 000 000	.....	.....	34 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	24 078 000	.....	.....	24 078 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	6 769 000	.....	.....	6 769 000
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique.....	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État.....	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	22 000	.....	.....	22 000
Total des dépenses budgétaires.....	39 741 189 437	.....	76 007 246	39 817 196 683
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire).....	906 297 000	.....	.....	906 297 000
Total des dépenses non budgétaires.....	906 297 000	.....	.....	906 297 000
Total du Ministère.....	40 647 486 437	.....	76 007 246	40 723 493 683
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme.....	11 018 000	.....	.....	11 018 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	1 490 000	.....	.....	1 490 000
Total de l'organisme.....	12 508 000	.....	.....	12 508 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15 Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 293 949 000	.....	.....	2 293 949 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 293 949 000	.....	.....	2 293 949 000
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (non-budgétaire) (L.R. 1985, ch. N-11)....	(210 200 000)	.....	.....	(210 200 000)
Total des dépenses non budgétaires.....	(210 200 000)	.....	.....	(210 200 000)
Total de l'organisme.....	2 083 749 000	.....	.....	2 083 749 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 806 000	.....	.....	1 806 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	167 000	.....	.....	167 000
Total de l'organisme	1 973 000	.....	.....	1 973 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	3 682 000	.....	.....	3 682 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 031 000	.....	.....	1 031 000
Total de l'organisme	4 713 000	.....	.....	4 713 000
Total du portefeuille.....	42 750 429 437	.....	76 007 246	42 826 436 683

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la nouvelle initiative Emploi d'été Canada 2008, qui permet aux étudiants d'acquérir des compétences et une expérience de travail afin de réussir leur transition vers le marché du travail (Stratégie emploi jeunesse)	972	27 900	28 872
Financement destiné au Fonds pour l'accessibilité pour permettre la construction et la rénovation de structures permanentes et d'autres projets mineurs afin de les rendre pleinement accessibles à tous les Canadiens ayant des capacités variées	1 847	18 000	19 847
Fonds afin de renforcer les capacités des communautés minoritaires de langue officielle en matière de développement économique communautaire et de développement des ressources humaines.....	1 615	12 000	13 615
Fonds pour stabiliser les activités de base du Programme du travail comme l'amélioration de la qualité et la disponibilité des services de médiation inscrits au mandat ainsi que l'instauration de la capacité d'élaboration des politiques pour appuyer la réalisation du programme.....	6 286	.....	6 286
Fonds pour l'initiative Comprendre la petite enfance qui aide les collectivités à cerner les facteurs qui ont une incidence sur le développement des jeunes enfants.....	.....	3 600	3 600
Fonds pour bonifier les initiatives entreprises conjointement avec les provinces et les territoires dans le cadre de la Stratégie des métiers et de l'apprentissage qui vise à améliorer les systèmes d'apprentissage liés aux métiers désignés Sceau rouge, pour promouvoir la participation des Autochtones aux programmes d'apprentissage et les métiers spécialisés, et pour mettre à niveau le Système d'information de gestion des examens interprovinciaux	2 192	350	2 542
Fonds en vue d'appuyer la mise en œuvre d'un nouveau centre d'appels de Service Canada à Cornwall (Ontario).....	1 168	.....	1 168
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	77	.....	77
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 157	61 850	76 007

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subvention destinée à la construction ou à la rénovation des structures permanentes et aux petits projets mettant l'accent sur la pleine accessibilité aux services de soutien communautaire de la main-d'œuvre aux compétences variées partout au Canada, grâce au Fonds d'accessibilité	6 250 000	.....
Montant total des subventions	6 250 000	.....
<u>Contributions</u>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	27 900 000	.....
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle.....	12 000 000	.....
Contributions destinées au Fonds pour l'accessibilité pour financer la construction de projets d'immobilisation afin de les rendre accessibles à toutes les personnes ayant des capacités variées partout au Canada	11 750 000	.....
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne.....	3 600 000	.....
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, signataires d'Entente sur le développement des ressources humaines autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	350 000	.....
Montant total des contributions	55 600 000	.....
Total des paiements de transfert	61 850 000	.....

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	762 876 000	.....	8 762 139	771 638 139
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	437 896 000	.....	8 600 000	446 496 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	54 575 000	.....	.....	54 575 000
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile			
	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières			
	670 750 000	.....	.....	670 750 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse			
	407 300 000	.....	.....	407 300 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers			
	6 000 000	.....	.....	6 000 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers			
	2 900 000	.....	.....	2 900 000
(L)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse.....			
	500 000	.....	.....	500 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....			

	2 342 873 422	.....	17 362 139	2 360 235 561
Énergie atomique du Canada limitée				
10a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....			
	152 273 000	.....	300 000 000	452 273 000
	152 273 000	.....	300 000 000	452 273 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
15	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	80 140 000	.....	.....	80 140 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	10 040 000	.....	.....	10 040 000
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>			
	.....	.....	12 956 000	12 956 000
	90 180 000	.....	12 956 000	103 136 000

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Société de développement du Cap-Breton				
20 Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	66 239 000	.....	.....	66 239 000
Total de l'organisme	66 239 000	.....	.....	66 239 000
Office national de l'énergie				
25 Dépenses du Programme.....	41 001 000	.....	.....	41 001 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 167 000	.....	.....	5 167 000
Total de l'organisme	46 168 000	.....	.....	46 168 000
Administration du pipe-line du Nord				
30 Dépenses du Programme.....	244 000	.....	.....	244 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 000	.....	.....	21 000
Total de l'organisme	265 000	.....	.....	265 000
Total du portefeuille.....	2 697 998 422	.....	330 318 139	3 028 316 561

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives d'adaptation à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	3 014	8 400	11 414
Fonds pour des projets liés à la santé et à la sécurité dans les biens immobiliers	2 755	.....	2 755
Fonds pour des mesures internationales à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 157	100	1 257
Fonds pour la création d'une équipe de projet afin de terminer l'examen complet de la structure d'Énergie atomique du Canada Limitée	1 000	.....	1 000
Fonds pour des initiatives à l'appui des cinq priorités du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité annoncées par les leaders nord-américains dans le cadre du sommet tenu à Montebello en août 2007 (<i>poste horizontal</i>).....	835	100	935
Subventions à l'appui des organismes s'occupant de recherche, de développement et d'activités de promotion qui contribuent aux objectifs du Ministère .....	.....	889	889
Subventions à l'appui du Programme de protection de la valeur des biens immobiliers et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales, dans le cadre de la dépollution des déchets radioactifs de faible activité dans la région de Port Hope .....	.....	250	250
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	1	.....	1
Montant brut des crédits à adopter	8 762	9 739	18 501
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	1 139	1 139
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 762	8 600	17 362

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés de 1 139 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la conversion des contributions relatives à l'Agence internationale en subventions de l'énergie et en raison d'autres diminutions à l'égard des besoins en contribution.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions à l'appui des organismes s'occupant de recherche, de développement et d'activités de promotion qui contribuent aux objectifs du Ministère	889 000	.....
Subventions à l'appui du Programme de protection de la valeur des biens immobiliers et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales, dans le cadre de la dépollution des déchets radioactifs de faible activité dans la région de Port Hope	250 000	.....
Montant total brut des subventions	1 139 000	.....
Contributions		
Initiatives d'adaptation aux changements climatiques	8 400 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	100 000	.....
Contributions à l'appui de l'Initiative écoÉnergie sur la technologie.....	100 000	.....
Montant total brut des contributions	8 600 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	9 739 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	1 139 000	.....
Montant net des paiements de transfert	8 600 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds pour couvrir les coûts de fonctionnement et les coûts en capital, afin de respecter les exigences réglementaires et les exigences en matière de santé, de sécurité et d'environnement aux Laboratoires de Chalk River en Ontario...	120 000
Fonds pour couvrir les coûts de fonctionnement du Programme de développement du réacteur CANDU avancé	100 000
Fonds pour couvrir les coûts en capital des installations de production d'isotopes situées sur le site des Laboratoires de Chalk River en Ontario	80 000
Présent budget supplémentaire des dépenses	300 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	Total
Recettes prévues découlant d'une croissance au sein du secteur nucléaire	12 956

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 500 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 96 033 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 661 621 000	(11 851 918)	45 220 211	1 694 989 293
5a	Dépenses en capital.....	60 000 000	.....	2 000 000	62 000 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 000 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 358 089 000	13 608 775	8 095 000	1 379 792 775
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	110 949 000	.....	.....	110 949 000
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
	Total du Ministère.....	3 190 735 422	1 756 857	55 315 211	3 247 807 490
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
15	Dépenses du Programme.....	11 783 000	.....	.....	11 783 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	635 000	.....	.....	635 000
	Total de l'organisme.....	12 418 000	.....	.....	12 418 000
Instituts de recherche en santé du Canada					
20a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	42 891 000	50 000	1	42 941 001
25a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 375 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	881 250 000	375 000	1	881 625 001
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	4 428 000	.....	.....	4 428 000
	Total de l'organisme.....	928 569 000	425 000	2	928 994 002

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
30a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 447 951 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i>	3 097 000	1 447 951	1	4 544 952
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	468 000	.....	.....	468 000
	Total de l'organisme	3 565 000	1 447 951	1	5 012 952
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
35	Dépenses du Programme.....	5 211 000	.....	.....	5 211 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	631 000	.....	.....	631 000
	Total de l'organisme	5 842 000	.....	.....	5 842 000
Agence de la santé publique du Canada					
40a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 665 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	360 479 000	608 860	4 050 962	365 138 822
45a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	199 617 000	.....	3 920 000	203 537 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 434 000	.....	.....	30 434 000
	Total de l'organisme	590 530 000	608 860	7 970 962	599 109 822
	Total du portefeuille.....	4 731 659 422	4 238 668	63 286 176	4 799 184 266

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds destinés à la mise en œuvre du plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations, afin d'assurer l'accès continu à des services sûrs en matière d'eau potable et d'eaux usées (<i>poste horizontal</i>)	20 152	.....	5 517	25 669
Fonds pour renforcer et moderniser le système canadien de salubrité des aliments et celui d'innocuité des produits de santé et de consommation afin de protéger la santé des Canadiens, par l'entremise d'investissements dans les programmes et de modifications législatives (<i>poste horizontal</i>)	19 491	2 000	.....	21 491
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives d'adaptation à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>)	2 447	.....	2 078	4 525
Fonds destinés à un plan d'action pour protéger la santé humaine contre les contaminants provenant de l'environnement (<i>poste horizontal</i>)	3 131	.....	500	3 631
Total des crédits à adopter	45 221	2 000	8 095	55 316

Transferts

Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir	3 500	.....	.....	3 500
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les initiatives de planification des ressources humaines en matière de santé	96	.....	(96)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Augmentation du Programme de subventions internationales à la santé et détermination d'une contribution établie versée à l'Organisation panaméricaine de la santé	(14 000)	.....	14 000	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour l'augmentation des subventions à la bande indienne de Sechelt en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne de Sechelt</i> .....	.....	.....	(295)	(295)
Transfert à Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Pour réduire l'accumulation récurrente des demandes	(1 448)	.....	.....	(1 448)
Total des transferts	(11 852)	.....	13 609	1 757
Présent budget supplémentaire des dépenses	33 369	2 000	21 704	57 073

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	1 500 000	.....
Montant total brut des subventions	1 500 000	.....
Contributions		
Contribution établie versée à l'Organisation panaméricaine de la santé	12 500 000	.....
Contributions à la protection de la santé des Premières nations et des Inuits	8 095 000	.....
Montant total brut des contributions	20 595 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	22 095 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	391 225	.....
Montant net des paiements de transfert	21 703 775	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 20	Crédit 25	Total
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer la recherche sur la grippe effectuée au Canada afin d'améliorer la capacité d'intervention en cas d'une pandémie potentielle.....	50	375	425

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	375 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 30
Transfert de Santé – Pour réduire l'accumulation récurrente des demandes.....	1 448

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Fonds à la Fondation canadienne MedicAlert afin d'appuyer le programme « Aucun enfant oublié » .....	.....	3 000	3 000
Fonds pour la mise en œuvre d'initiatives d'adaptation à l'appui du Programme de la qualité de l'air du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	1 302	920	2 222
Fonds pour renforcer et moderniser le système canadien de salubrité des aliments et celui d'innocuité des produits de santé et de consommation afin de protéger la santé des Canadiens, par l'entremise d'investissements dans les programmes et de modifications législatives (<i>poste horizontal</i>).....	2 211	.....	2 211
Fonds destinés à un plan d'action pour protéger la santé humaine contre les contaminants provenant de l'environnement (<i>poste horizontal</i>)	538	.....	538
Total des crédits à adopter	4 051	3 920	7 971
Transferts			
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique.....	1 665	.....	1 665
Transfert aux Instituts de recherche en santé au Canada – Pour appuyer la recherche sur la grippe effectuée au Canada afin d'améliorer la capacité d'intervention en cas d'une pandémie potentielle.....	(425)	.....	(425)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(631)	.....	(631)
Total des transferts	609	.....	609
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 660	3 920	8 580

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention à la Fondation canadienne MedicAlert.....	3 000 000	.....
Contributions		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche.....	920 000	.....
Total des paiements de transfert	3 920 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 275 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	121 588 000	775 000	4 056 246	126 419 246
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	281 315 144	(500 000)	1 131 600	281 946 744
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 003 000	.....	.....	12 003 000
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
	Total du Ministère	414 982 566	275 000	5 187 846	420 445 412
Agence des services frontaliers du Canada					
10a	Dépenses de fonctionnement, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	1 300 600 000	(3 061 000)	11 802 913	1 309 341 913
15a	Dépenses en capital	50 910 000	.....	103 600	51 013 600
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	143 632 000	.....	.....	143 632 000
	Total de l'organisme	1 495 142 000	(3 061 000)	11 906 513	1 503 987 513
Service canadien du renseignement de sécurité					
20a	Dépenses de fonctionnement	388 494 000	(2 700 000)	3 532 960	389 326 960
25	Dépenses en capital	20 854 000	.....	.....	20 854 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 376 000	.....	.....	40 376 000
	Total de l'organisme	449 724 000	(2 700 000)	3 532 960	450 556 960

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Service correctionnel				
30	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et			
	<i>a)</i> autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;			
	<i>b)</i> autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;			
	<i>c)</i> paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;			
	<i>d)</i> autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	1 717 093 000	.....	.....
35a	Dépenses en capital, y compris les paiements :			
	<i>a)</i> aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;			
	<i>b)</i> aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	263 576 000	.....	7 685 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	193 526 000	.....	.....
(L)	Fonds renouvelable CORCAN .....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme	2 174 195 000	.....	7 685 000
Commission nationale des libérations conditionnelles				
40	Dépenses du Programme.....	40 800 000	.....	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 111 000	.....	.....
	Total de l'organisme	45 911 000	.....	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
45	Dépenses du Programme.....	3 341 000	.....	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	452 000	.....	.....
	Total de l'organisme	3 793 000	.....	.....

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Gendarmerie royale du Canada					
50	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice	1 840 815 000	.....	.....	1 840 815 000
55	Dépenses en capital.....	328 965 000	.....	.....	328 965 000
60	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	88 297 000	.....	.....	88 297 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 564 000	.....	.....	61 564 000
(L)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	333 518 000	.....	.....	333 518 000
(L)	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R., 1970 ch. R-10).....	23 000 000	.....	.....	23 000 000
	Total de l'organisme	2 676 159 000	.....	.....	2 676 159 000
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada					
60	Dépenses du Programme.....	1 333 000	.....	.....	1 333 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	152 000	.....	.....	152 000
	Total de l'organisme	1 485 000	.....	.....	1 485 000
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada					
65	Dépenses du Programme.....	7 934 000	.....	.....	7 934 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	742 000	.....	.....	742 000
	Total de l'organisme	8 676 000	.....	.....	8 676 000
	Total du portefeuille.....	7 270 067 566	(5 486 000)	28 312 319	7 292 893 885

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour un projet pilote visant à améliorer les capacités liées aux courriels comprenant des renseignements protégés (Projet d'interopérabilité des communications secrètes).....	2 876	.....	2 876
Fonds pour améliorer des activités en cours de lutte contre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants (<i>poste horizontal</i>).....	359	1 132	1 491
Fonds pour la mise en œuvre du projet de loi C-3, <i>Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (poste horizontal)</i>	500	.....	500
Fonds pour des initiatives à l'appui des cinq priorités du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité annoncées par les leaders nord-américains dans le cadre du sommet tenu à Montebello en août 2007 (<i>poste horizontal</i>).....	321	.....	321
Total des crédits à adopter	4 056	1 132	5 188
Transferts			
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour appuyer les responsabilités du ministre pour la représentation régionale de la Colombie-Britannique.....	275	.....	275
Réaffectation des ressources à l'interne – Abolition de la subvention pour le Programme conjoint de recherche sur les interdépendances relatives aux infrastructures.....	500	(500)	.....
Total des transferts	775	(500)	275
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 831	632	5 463

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	1 131 600	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 131 600	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	500 000	.....
Montant net des paiements de transfert	631 600	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour la mise en œuvre du projet de loi C-3, <i>Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (poste horizontal)</i>	8 746	104	8 850
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 650	.....	2 650
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	241	.....	241
Fonds pour l'établissement, en tant que projet pilote, de la ligne d'inspection primaire intégrée à l'aéroport international de Vancouver pour le traitement des résidents revenant au pays qui sont considérés à faible risque	166	.....	166
Total des crédits à adopter	11 803	104	11 907
Transferts			
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(3 061)	.....	(3 061)
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 742	104	8 846

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour la mise en œuvre du projet de loi C-3, <i>Loi modifiant la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (poste horizontal)</i>	3 533
Transferts	
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour des coûts de fonctionnement et des coûts en capital supplémentaires pour des missions à l'étranger.....	(2 700)
Présent budget supplémentaire des dépenses	833

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 35

Fonds pour compléter des rénovations à Millhaven, Ontario (3 200 \$) et à Collins Bay, Ontario (2 166 \$) et pour la construction d'une clinique de santé à La Macaza, Quebec (2 319 \$)	7 685
--	--------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et			
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;			
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;			
	c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	315 257 000	.....	19 112 450	334 369 450
5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés			
	78 248 000	.....	.....	78 248 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	471 691 039	.....	297 866 204	769 557 243
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	66 965 000	.....	.....	66 965 000
(L)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile			
	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C., 1993, ch. 43)			
	54 896 961	.....	.....	54 896 961
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 10)			
	41 900 000	.....	.....	41 900 000
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. 1963, ch. 42)			
	3 300 000	.....	.....	3 300 000
	Total du Ministère .....	.....	316 978 654	1 349 313 076
Société canadienne des postes				
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales			
	97 210 000	.....	.....	97 210 000
	Total de l'organisme .....	.....	.....	97 210 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
20a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital			
	277 754 000	.....	2 200 000	279 954 000
	Total de l'organisme .....	.....	2 200 000	279 954 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits		
Office des transports du Canada					
25	Dépenses du Programme.....	22 803 000	.....	.....	22 803 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 291 000	.....	.....	3 291 000
	Total de l'organisme	26 094 000	.....	.....	26 094 000
Société des ponts fédéraux limitée					
30	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée	10 204 000	.....	.....	10 204 000
	Total de l'organisme	10 204 000	.....	.....	10 204 000
Marine Atlantique S.C.C.					
35	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :				
	a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;				
	b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....	106 354 000	.....	.....	106 354 000
	Total de l'organisme	106 354 000	.....	.....	106 354 000
Commission de la capitale nationale					
40	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	76 313 000	.....	.....	76 313 000
45	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	17 934 000	.....	.....	17 934 000
	Total de l'organisme	94 247 000	.....	.....	94 247 000
Bureau de l'infrastructure du Canada					
50	Dépenses de fonctionnement	37 530 000	.....	.....	37 530 000
55a	Contributions	2 414 778 000	.....	449 632 903	2 864 410 903
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 229 000	.....	.....	3 229 000
	Total de l'organisme	2 455 537 000	.....	449 632 903	2 905 169 903
Société du Vieux-Port de Montréal inc.					
60	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement	19 900 000	.....	.....	19 900 000
	Total de l'organisme	19 900 000	.....	.....	19 900 000
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée					
65	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal.....	87 808 000	.....	.....	87 808 000
	Total de l'organisme	87 808 000	.....	.....	87 808 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
Tribunal d'appel des transports du Canada				
70 Dépenses du Programme.....	1 213 000	.....	.....	1 213 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	121 000	.....	.....	121 000
Total de l'organisme	1 334 000	.....	.....	1 334 000
VIA Rail Canada Inc.				
75 Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi no 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	335 560 000	.....	.....	335 560 000
Total de l'organisme	335 560 000	.....	.....	335 560 000
Total du portefeuille.....	4 544 336 422	.....	768 811 557	5 313 147 979

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds pour la mise en œuvre du programme de contribution du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers.....	12 088	210 960	223 048
Fonds pour le Programme de remise écoAUTO qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique .....	.....	74 900	74 900
Financement pour le Fonds d'infrastructure de transport de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique	531	9 100	9 631
Fonds pour l'élaboration d'un nouveau passage de la rivière Détroit pour le corridor Windsor-Détroit	4 374	.....	4 374
Fonds pour des initiatives à l'appui des cinq priorités du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité annoncées par les leaders nord-américains dans le cadre du sommet tenu à Montebello en août 2007 (<i>poste horizontal</i>).....	1 910	2 379	4 289
Fonds pour le Plan d'action 2000 sur le changement climatique : Programme de démonstration en transport urbain .....	.....	527	527
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	209	.....	209
Présent budget supplémentaire des dépenses	19 112	297 866	316 978

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme de remise écoAUTO.....	74 900 000	.....
Montant total des subventions	74 900 000	.....
Contributions		
Programme de contribution du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers.....	210 960 204	.....
Fonds d'infrastructure de transport de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique.....	9 100 000	.....
Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité – Mesure du temps d'attente à la frontière	1 500 000	.....
Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité – Projet pilote relatif à l'utilisation de l'Architecture des flux d'information frontaliers.....	879 000	.....
Plan d'action 2000 sur le changement climatique : Programme de démonstration en transport urbain	527 000	.....
Montant total des contributions	222 966 204	.....
Total des paiements de transfert	297 866 204	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour le contrôle de sécurité en raison de l'agrandissement de l'Aéroport de Québec.....	1 950
Fonds pour des initiatives à l'appui des cinq priorités du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité annoncées par les leaders nord-américains dans le cadre du sommet tenu à Montebello en août 2007 (<i>poste horizontal</i>).....	250
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 200

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55
Financement pour le programme de contribution intitulé Fonds Chantiers Canada dans le cadre du plan d'infrastructure Chantiers Canada	390 676
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	58 957
Présent budget supplémentaire des dépenses	449 633

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada	390 676 000	.....
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	58 956 903	.....
Total des paiements de transfert	449 632 903	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 975 859 000	(25 752 200)	30 122 523	1 980 229 323
5a Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 451 471 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	290 880 000	1 451 471	112 724 000	405 055 471
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	79 745 000	.....	.....	79 745 000
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers.....	(5 500 000)	.....	.....	(5 500 000)
Total du portefeuille.....	2 343 060 422	(24 300 729)	142 846 523	2 461 606 216

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour exercer une option d'achat sur un immeuble à bureaux situé au 55, rue Bay Nord, à Hamilton (Ontario).....	.....	66 900	66 900
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre de projets approuvés compris dans la vision et le plan à long terme pour la Cité parlementaire.....	.....	24 679	24 679
Fonds pour les travaux d'inspection et de réparation du tablier du pont Alexandra entre Ottawa (Ontario) et Gatineau (Québec).....	.....	13 745	13 745
Fonds pour les coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux.....	11 180	.....	11 180
Fonds pour poursuivre des projets d'immobilisation et de santé et sécurité sur le site du Vieux-Port de Montréal.....	.....	7 400	7 400
Fonds pour le Programme de la sécurité industrielle lequel comporte le Programme de sécurité des contrats et le Programme d'inscription donnant accès aux marchandises contrôlées.....	6 670	.....	6 670
Fonds pour le Programme d'expositions et le Programme d'expositions rurales du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	4 770	.....	4 770
Fonds pour gérer un site de reconstitution après sinistre pour le receveur général du Canada et les fonctions centrales d'administration.....	3 362	.....	3 362
Fonds pour mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri.....	3 000	.....	3 000
Fonds pour l'ombudsman de l'approvisionnement dans le cadre du Plan d'action sur la responsabilité fédérale.....	1 140	.....	1 140
Total des crédits à adopter	30 122	112 724	142 846
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour la logistique du IV ^e Séminaire interaméricain sur la gestion des langues.....	250	.....	250
Réaffectation des ressources à l'interne – Fonds pour exercer une option d'achat sur un immeuble à bureaux situé au 55, rue Bay Nord, à Hamilton (Ontario).....	(1 451)	1 451	.....
Transfert à Patrimoine canadien – Pour des fonds liés au transfert de la garde des biens immobiliers pour trois propriétés louées utilisées par l'Institut canadien de conservation.....	(2 530)	.....	(2 530)
Transfert à l'Agence du revenu du Canada – Pour l'augmentation des frais liés à l'aménagement des locaux et aux services immobiliers.....	(22 021)	.....	(22 021)
Total des transferts	(25 752)	1 451	(24 301)
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 370	114 175	118 545

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.